

Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales

**CAHIERS DU LAREPPS**

No 03-03

**JALONS THÉORIQUES POUR L'EXAMEN DES  
POLITIQUES SOCIALES TOUCHANT  
LES PERSONNES HANDICAPÉES**

par

**Yves Vaillancourt**

*Copublication Laboratoire de recherche sur les pratiques  
et les politiques sociales (LAREPPS) et le  
Centre de recherche sur les innovations sociales  
dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES)*

**École de travail social  
Université du Québec à Montréal**

**© LAREPPS/CRISES/UQÀM  
Avril 2003**

**Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2003**

**Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2003**

**ISSN 1490-8069**

**TABLE DES MATIÈRES**

TABLE DES MATIÈRES .....	iii
INTRODUCTION .....	1
1. NOTRE APPROCHE DES POLITIQUES SOCIALES .....	2
1.1 Pour une perspective progressiste renouvelée .....	2
1.2 Notre définition des politiques sociales .....	3
1.3 Quelques précisions et distinctions utiles pour l'examen des politiques sociales s'adressant aux personnes présentant des incapacités .....	6
2. NOTRE OUVERTURE AU TIERS SECTEUR D'ÉCONOMIE SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'ÉCONOMIE PLURIELLE.....	12
2.1 Quatre grands groupes d'acteurs dans la production des politiques sociales .....	12
2.2 Une définition large de l'économie sociale... qui inclut les organismes communautaires	14
2.3 Une définition que les politiques gouvernementales tendent à rétrécir .....	15
2.4 Économie sociale et développement des politiques sociales .....	18
2.5 Les rapports entre l'État et l'économie sociale : trois régulations possibles .....	19
3. LE DOUBLE <i>EMPOWERMENT</i> POUR DÉPASSER LE « PROVIDENTIALISME » .....	23
3.1 Apport du Mouvement de vie autonome pour dépasser les politiques sociales providentialistes .....	24
3.2 Un écueil à éviter : le consumérisme .....	30
3.3 L'ambiguïté d'un empowerment des usagers qui conduirait à la dévalorisation des intervenants .....	31
3.4 Contribution de l'économie sociale au double empowerment.....	34
CONCLUSION : VERS DES POLITIQUES SOCIALES QUI MISENT SUR LA DÉCENTRALISATION ET L'APPROCHE TERRITORIALE.....	37
BIBLIOGRAPHIE.....	40

## INTRODUCTION

Notre intention, dans ce texte, consiste à présenter quelques points de repère théoriques et contextuels qui permettront aux lecteurs de saisir comment nous posons le problème des politiques sociales qui touchent les personnes présentant des incapacités au Québec. En somme, nous voulons cerner le contour de notre objet d'étude, faire le point sur nos questions de recherche et définir notre angle d'approche pour l'analyse des politiques sociales en transformation.

Ce texte est structuré autour de trois grandes parties. Dans la première, nous faisons le point sur la définition des politiques sociales que nous privilégions dans le contexte des transformations en cours. Dans la deuxième, nous expliquons en quoi les acteurs du tiers secteur de l'économie sociale peuvent contribuer aux réformes des politiques sociales dans une perspective d'économie plurielle. Dans la troisième partie, enfin, nous présentons notre perspective sur le double *empowerment* (soit celui des usagers et des intervenants). Nous y faisons ressortir comment cet *empowerment* peut permettre de dépasser le déficit démocratique des politiques sociales providentialistes et contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie qui vise l'intégration sociale des personnes ayant des incapacités.

## **1. NOTRE APPROCHE DES POLITIQUES SOCIALES**

### **1.1 Pour une perspective progressiste renouvelée**

Ce texte s'inscrit dans une perspective progressiste renouvelée des politiques sociales. Par perspective progressiste, nous entendons une approche qui vise la transformation des politiques sociales actuelles pour améliorer la qualité de vie des personnes concernées par ces politiques. Cette transformation des politiques sociales actuelles passe à la fois par la réforme des programmes existants et par l'ajout de nouveaux programmes. Par « perspective progressiste renouvelée », nous entendons une approche qui, à certains égards, est innovante par rapport à celle mise de l'avant dans les décennies de l'après-guerre, dans les pays dits développés. Quand on fait référence aux politiques sociales québécoises, l'expression signifie que les politiques des années 2000 pourraient être progressistes, mais d'une manière différente des politiques sociales progressistes des années 1960 et 1970. Il nous reste évidemment à expliquer ce que cela peut bien vouloir dire!

Depuis une quinzaine d'années, il est banal de dire que le système de politiques sociales développé pendant l'après-guerre, dans plusieurs pays, est en crise et en transformation. L'originalité de notre approche des politiques sociales provient particulièrement de notre manière de nous situer relativement à cette crise et à cette transformation des politiques sociales qui font partie du dispositif de l'État-providence. En un mot, nous insistons sur le fait que, dans ce contexte, nous nous intéressons davantage aux possibilités d'amélioration qu'aux dangers de régression en pensant au bien-être des personnes directement concernées par les politiques sociales. C'est ainsi que, dans l'examen des politiques sociales et des pratiques sociales, nous nous intéressons particulièrement aux innovations sociales (définies comme des changements au sens plus micro-sociétal) et aux transformations sociales (définies comme des changements au sens plus macro-sociétal). Ainsi, il se peut que des innovations sociales surgissent dans telle communauté locale, ou telle région, ou tel secteur dans tel champ spécifique de politiques sociales sans que cela signifie qu'il y ait transformation sociale des politiques sociales dans l'ensemble de la société.

## 1.2 Notre définition des politiques sociales

Il nous apparaît prometteur de redéfinir les politiques sociales en tenant compte de certains apports de Gosta Esping-Andersen (1990 et 1999), un sociologue d'origine scandinave qui travaille en contexte italien et qui est une référence incontournable dans le domaine des politiques sociales en Europe et ailleurs dans le monde depuis une dizaine d'années, même si plusieurs auteurs s'y réfèrent pour mettre en évidence les limites de sa contribution. Voici la définition que nous avons élaborée ailleurs (Vaillancourt et Ducharme, 2000) en travaillant à partir des écrits d'Esping-Andersen :

Les politiques sociales sont des interventions de l'État et des pouvoirs publics qui contribuent au bien-être et à la citoyenneté des individus, des collectivités locales, voire des régions, et cela d'une manière qui fait reculer la « marchandisation » et la « familialisation » (1990 : chap. 1 et 1999 : chap. 1, 2 et Épilogue).

Très brièvement, mettons en relief quelques éléments de cette définition :

- Les politiques sociales impliquent une forme d'intervention étatique et gouvernementale, ce qui ne veut pas dire que leur mise en œuvre relève uniquement du dispositif étatique et gouvernemental.
- Les politiques sociales, au sens fort du terme, contribuent au bien-être et à la citoyenneté, si on tient pour acquis que leurs fonctions déclarées correspondent à leurs fonctions réelles, bien que ce ne soit pas toujours le cas.
- Les politiques sociales sont à la fois une affaire de redistribution des revenus et de renforcement de la citoyenneté active. Cette citoyenneté, implique la prise en compte d'une série de droits sociaux au sens de Thomas Marshall (1975). Elle implique aussi l'inclusion, l'autodétermination et l'*empowerment* des personnes qu'on a trop souvent pris l'habitude de voir comme des consommatrices des politiques sociales (Roehrer Institute, 1993; Drover et Kerans, 1993).
- Les politiques sociales constituent un antidote à la marchandisation (c'est-à-dire à une tendance à confier à la logique marchande la solution des problèmes sociaux); elles visent à régulariser, à corriger, les effets pervers des lois du marché. Esping-Andersen, à la suite de Claus Offe (1984), définit les politiques sociales comme étant des interventions de l'État qui visent la «dé-marchandisation» ou le non-abandon de la gestion du social aux règles du marché.
- Les politiques sociales permettent de contrer non seulement la marchandisation, mais aussi la « familialisation » que nous définissons comme un processus qui modifie le partage des responsabilités entre l'État, le marché, l'économie sociale et l'économie domestique vers les familles et l'économie domestique. Concrètement, la familialisation signifie une augmentation des tâches assumées par les femmes, sans rémunération et sans « visibilité ». En introduisant ce concept, nous voulons attirer l'attention sur un type de transfert de responsabilités qui se distingue à la fois de l'étatisation (plus de responsabilités à l'État), de la privatisation ou de la marchandisation (plus de responsabilités au marché ou au privé à but lucratif) et de la

solidarisation (plus de responsabilités à l'économie sociale) (Vaillancourt et Jetté, 1997 : 57; Esping-Andersen, 1999 : 277-294).

- Les politiques sociales sont des interventions des pouvoirs publics qui visent la promotion du bien-être et de la citoyenneté non seulement des individus, mais aussi des collectivités locales et des régions. Pensons ici à la revitalisation de communautés locales défavorisées dans des milieux urbains ou ruraux.
- Les interventions de l'État et des pouvoirs publics dans la transformation des politiques sociales peuvent se faire sur différents plans :
  - de la régulation;
  - du financement;
  - de la gestion;
  - de la dispensation.

Cette dernière distinction s'avère souvent utile au Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) pour faire des analyses nuancées de certaines transformations possibles ou en cours des politiques sociales. Elle nous permet de faire des scénarios de réformes dans lesquels une présence moins forte de l'État et des pouvoirs publics, sur le plan de la dispensation des services aux personnes, pourrait s'harmoniser avec le maintien d'un engagement clair et fort de l'État et des pouvoirs publics sur le plan de la régulation et du financement.

Les politiques sociales impliquent une intervention de l'État et des pouvoirs publics, mais celles-ci peut s'articuler avec des interventions des associations ou de ce que nous appelons plus loin les acteurs du tiers secteur de l'économie sociale. C'est ce que font ressortir Jean-Louis Laville et Marthe Nyssens (2001). Cette nuance est très importante pour éviter l'attrait d'une problématique social-étatiste dans laquelle la prise en charge des protections sociales qui cessent d'être assumées par la sphère familiale ou qui ne sont pas transférées à la sphère marchande ne pourrait relever directement que des acteurs étatiques et des pouvoirs publics. C'est ainsi que Laville et Nyssens soulignent : « Il y a bien une histoire liée de l'association et de l'État-providence, les deux ayant contribué à une " démarchandisation " (Esping-Andersen, 1990) des services sociaux au sein desquels s'inscrivaient les services aux personnes âgées » (2001 : 20). Cette nuance est aussi importante pour cerner l'évolution des politiques sociales d'hier et

d'aujourd'hui. La démarchandisation et la défamilialisation ne peuvent pas se ramener tout simplement à toujours plus d'État dans la dispensation des services sociaux et des politiques sociales. Elles proviennent aussi d'une présence et d'une reconnaissance plus grandes des associations, c'est-à-dire d'une certaine concertation entre les pouvoirs publics et les associations dans une approche territorialisée. Nous y reviendrons.

Le mérite de notre définition provient de ce qu'elle suggère que les politiques sociales sont à la fois une question de bien-être et de citoyenneté, une question d'argent et de dignité, une question de redistribution des revenus, d'accessibilité à des services et, surtout, de participation ou d'*empowerment* des personnes et des communautés concernées par les problèmes sociaux qu'elles veulent combattre ou atténuer. Les politiques sociales commencent là où l'État, en concertation avec les ressources de la société civile, intervient pour rendre accessible à des individus et à des communautés locales, une qualité de vie que les lois du marché et les vertus de la solidarité familiale et domestique ne peuvent pas leur donner. Elles cessent d'exister lorsque les décideurs publics ou les gestionnaires de l'État, que ce soit sur le plan central, régional ou local, s'abandonnent aux seules lois du marché pour résoudre les problèmes sociaux, ou encore cherchent à en refiler la responsabilité aux personnes aidantes, majoritairement des femmes, dans la sphère de l'économie domestique.

Il nous semble que cette manière de définir des politiques sociales peut avoir des retombées fécondes pour l'analyse des politiques sociales dans divers domaines, y compris dans celui des personnes présentant des incapacités. Nous tenterons donc ici d'approfondir et de mettre en œuvre la fécondité analytique de certains éléments de cette définition.

### **1.3 Quelques précisions et distinctions utiles pour l'examen des politiques sociales s'adressant aux personnes présentant des incapacités**

Pour dresser l'inventaire des politiques sociales qui touchent les personnes ayant des incapacités et mettre à contribution la définition que nous venons de présenter, il y a lieu de fournir des précisions et de faire quelques distinctions.

Les politiques sociales sont ici définies de manière suffisamment large pour inclure les politiques d'éducation, comme cela se fait au Royaume-Uni et en Amérique latine.

Tout en distinguant les politiques sociales des politiques fiscales, nous tiendrons compte de ces dernières dans l'inventaire des programmes et mesures concernant les personnes ayant des incapacités au Québec. Nous procéderons de la sorte parce que, par la fiscalité, les pouvoirs publics poursuivent souvent des objectifs qu'ils pourraient atteindre autrement par la voie des politiques sociales. On l'a vu dans les années 1990 lorsque l'État fédéral a progressivement abandonné son intervention via un programme d'allocations familiales pour intervenir autrement par une mesure fiscale, la prestation fiscale pour enfants. Dans un cas comme dans l'autre, l'intervention du gouvernement fédéral, qu'elle suive la voie de la politique sociale ou de la politique fiscale, vise à soutenir le pouvoir d'achat des familles ayant des enfants.

On peut distinguer deux grandes formes de politiques sociales quant à leur contenu. D'une part, des politiques sociales prennent une forme *monétaire* lorsque l'intervention de l'État vise à redistribuer les revenus. D'autre part, certaines politiques sociales se présentent sous la forme de *services aux personnes*, lorsque l'État et les pouvoirs publics agissent en tant qu'organismes de services collectifs. Ces services peuvent être des services éducatifs, des services de formation de la main-d'œuvre, de transport, de santé, d'hébergement, de logement social, des services à domicile, etc. On remarque au passage que les politiques sociales sous forme monétaire soutiennent et structurent davantage la demande de politiques sociales (en soutenant le pouvoir d'achat de personnes, de familles, de communautés locales, ou de régions), tandis que les politiques sociales sous forme de services soutiennent et structurent l'offre de services. Par exemple, les allocations familiales soutiennent la demande, tandis que les services de garde à l'enfance soutiennent l'offre.

Les politiques sociales peuvent offrir du soutien aux personnes vulnérables dans des institutions ou dans leur communauté. À cet égard, nous apprécions le terme *soutien communautaire* pour traduire l'expression *community care* qui est très utilisée au Royaume-Uni<sup>1</sup> et fait le pendant des politiques sociales qui aident les personnes dans les institutions (Means et Smith, 1998; Hoyes et Means, 1993; Wistow *et al.*, 1994; Taylor et Lewis, 1997; Cowen, 1999). Le soutien communautaire se distingue du soutien institutionnel (*institutional care*) et suggère

---

<sup>1</sup> Le concept de *community care* est utilisé en Angleterre depuis environ 35 ans. Mais il est devenu incontournable dans les débats de politiques sociales depuis la fin des années 1980, à la suite de la publication du Rapport Griffiths, en 1988, et du livre blanc, *Caring for People*, en 1989, et de l'adoption, en 1990, du *National Health Service and Community Care Act*. Cette législation fixait les grands paramètres de la réforme du *Community Care* qui fut mise en application à partir de 1992 (Means et Smith, 1998 : 1-15; Hoyes et Means, 1993 : 93-97; Lewis et Glennerster, 1996; Morris, 1993; Ramon, 1991).

positivement ce que les expressions comme *désinstitutionnalisation* et *non-institutionnalisation* disent par la négative. Ainsi, il prend tout son sens dans un contexte de post-désinstitutionnalisation dans plusieurs domaines de services sociaux incluant les services à domicile, le logement social, le soutien à des personnes ayant des incapacités. Il vise l'*empowerment* et le développement d'une vie autonome dans tous les domaines de l'existence (loisirs, habitation, travail, sexualité, etc.). L'expression *soutien communautaire* signifie plus que soutenir physiquement une personne dans la communauté. Elle signifie appuyer et stimuler une personne en faisant appel au réseau des ressources qui existent dans cette communauté dans le but d'activer les ressources de la personne elle-même. Par exemple, telle personne qui a un problème de déficience intellectuelle pourra demeurer dans son propre logement de manière autonome avec le soutien d'un intervenant capable d'agir au bon moment et de la bonne manière, souvent discrète, pour désamorcer un désemparement qui s'annonce.

Le soutien communautaire nous invite donc à sortir d'une perspective « providentialiste » des politiques sociales. Ici, nous nous référons à une expression utilisée à la fin des années 1980 par Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque (1990 : 232-233; 1991 et fréquemment reprise depuis dans les travaux du LAREPPS (Vaillancourt et Jetté, 1997; Jetté *et al.*, 2000; Vaillancourt et Tremblay, 2001; Vaillancourt, 2002). L'approche providentialiste des politiques sociales considère la personne ayant des incapacités comme un réceptacle d'allocations et de services planifiés et livrés par des producteurs qui, à la manière de la providence, « voient à son bien » ou voient à la place de l'utilisateur ce qui lui convient le mieux (*pro-videre*). En revanche, dans les politiques de soutien communautaire, le soutien fourni à la personne ayant des incapacités par les ressources et les réseaux de la communauté environnante est un élément important, qui s'arrime aux ressources et capacités de la personne elle-même. Il met en branle des pouvoirs et des capacités de s'auto-organiser qui appartiennent à la personne elle-même. C'est ici que prend son sens ce que nous appellerons plus loin l'*empowerment* des usagers, lequel a été négligé au profit de l'*empowerment* des producteurs dans les politiques sociales providentialistes.

Sur le plan de la philosophie qui inspire leur mode d'organisation et leurs principales caractéristiques, les politiques sociales peuvent appartenir à trois catégories distinctes.

Relevons d'abord les politiques sociales qui s'inscrivent dans la perspective de l'assurance sociale comme l'assurance-emploi, l'assurance-santé et sécurité au travail, le Régime des rentes du Québec, etc. Ces politiques sociales relèvent de l'assurance dans la mesure où les personnes qui encourent un risque contribuent au régime de protection qui les assure en versant des primes, ce qui les rend admissibles à des prestations qui les indemnisent lorsqu'il y a nécessité. L'assurance est qualifiée de sociale et non de privée dans la mesure où l'intervention de l'État (entre autres sur le plan du cofinancement d'une partie des coûts) rend possible ce que l'on appelle une égalisation des risques et des primes. Cela fait une différence majeure avec l'assurance privée où les primes sont fixées proportionnellement au risque.

Mentionnons ensuite les politiques sociales sous forme d'assistance sociale comme le programme de sécurité du revenu. Il s'agit là de programmes de dernier recours financés à même les impôts généraux et non pas à partir de primes d'assurance sociale.

Citons enfin les politiques sociales que l'on appelait traditionnellement des « démo-subventions » qui relèvent à proprement parler ni de la philosophie de l'assurance sociale ni de celle de l'assistance. Le meilleur exemple de ces démo-subventions est le programme fédéral de sécurité de la vieillesse qui représente la composante universelle de la sécurité de la vieillesse des personnes âgées de 65 ans et plus. Ce programme universel est financé à même les impôts généraux et, pour être admissible aux prestations, il suffit d'appartenir objectivement au groupe démographique ciblé, soit les personnes de 65 ans et plus.

Au Canada et au Québec, pour étudier les politiques sociales dans tous les domaines, y compris dans le domaine des personnes présentant des incapacités, il nous semble important de tenir compte du système politique fédéral (et non pas unitaire). Cela veut dire qu'il importe d'être attentif à l'existence de deux ordres de gouvernement en matière de politiques sociales, soit du gouvernement fédéral, d'une part, et des gouvernements provinciaux et territoriaux, d'autre part. Dans l'inventaire et le bilan des politiques sociales concernant les personnes présentant des incapacités au Québec, nous devons examiner les initiatives provenant des deux paliers distincts de gouvernement en évitant de les confondre et en surveillant leurs entrecroisements.

Pour mieux cerner le contour des initiatives du gouvernement fédéral en matière de politiques sociales, nous devons tenir compte de la distinction entre interventions directes et

indirectes. Cette distinction a été faite, la première fois, avec vigueur et clarté, par Thomas Duperré (1987), dans une étude produite pour la commission Rochon. Nous l'avons souvent reprise à notre compte dans nos propres travaux sur les politiques sociales en lien avec les dynamiques fédérales-provinciales au Québec et au Canada (Vaillancourt, 1996, 2002; Vaillancourt et Thériault, 1997). L'intervention directe d'un palier de gouvernement dans le champ des politiques sociales renvoie à une initiative qui permet à un gouvernement d'envoyer directement des chèques ou de livrer directement des services, à partir de ses propres fonctionnaires, aux citoyens canadiens et québécois visés par ces politiques sociales. Par contre, l'intervention indirecte en est une à partir de laquelle un palier de gouvernement se trouve à cofinancer l'intervention directe d'un autre palier de gouvernement, voire d'un autre organisme qui, lui, administre le programme et entre en contact avec les citoyens concernés.

Cette distinction entre intervention directe et indirecte pourrait servir dans l'analyse d'autres politiques sociales que celles émanant du gouvernement fédéral. Elle pourrait, par exemple, servir à analyser les politiques de logement social d'un gouvernement provincial qui fait intervenir les pouvoirs publics municipaux. Mais cette distinction peut s'avérer particulièrement féconde pour mieux cerner l'action du gouvernement fédéral dans des programmes qui relèvent administrativement des provinces tout en faisant appel à un cofinancement fédéral joint ou pas à des dispositifs de régulation qui ont pour effet de structurer jusqu'à un certain point les initiatives des provinces et des territoires en matière de politiques sociales. Cette distinction, à nos yeux, demeure trop souvent négligée dans les écrits canadiens et québécois en matière de politiques sociales, ce qui entraîne des confusions et donnent l'impression que le gouvernement fédéral est un intervenant direct dans plusieurs programmes qui, de fait, relèvent administrativement du gouvernement du Québec. C'était le cas du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) qui, à l'époque (1966-1996), était un programme d'intervention indirecte du gouvernement fédéral. Ce programme lui permettait de participer au cofinancement de programmes provinciaux de gouvernements provinciaux et territoriaux qui répondaient aux normes et aux conditions de la législation et de la réglementation fédérale. Pourtant, cela n'a pas empêché plusieurs chercheurs, fonctionnaires, administrateurs et intervenants en politiques sociales de se représenter le RAPC comme un programme fédéral d'assistance sociale.

Les personnes ayant des incapacités et les politiques les concernant font référence à trois grands types d'incapacités : incapacités physiques, incapacités intellectuelles et incapacités dues à des problèmes de santé mentale. Ceci étant dit, nous sommes conscients qu'il est souvent facile d'oublier l'une ou l'autre de ces composantes. C'est une difficulté que nous rencontrons lorsque nous nous penchons sur l'histoire du mouvement associatif relatif aux personnes présentant des incapacités. Il est très difficile de faire une histoire nuancée et plurielle du mouvement associatif en réussissant à mettre en relief toutes les composantes de la mosaïque des associations qui représentent la diversité des personnes présentant des incapacités.

Notre partenariat avec l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) nous a amené à faire nôtre la typologie des 18 thématiques à partir desquelles il est possible de classifier les divers programmes mesures qui opérationnalisent les politiques sociales touchant les personnes ayant des incapacités au Québec.

## **2. NOTRE OUVERTURE AU TIERS SECTEUR D'ÉCONOMIE SOCIALE DANS UNE PERSPECTIVE D'ÉCONOMIE PLURIELLE**

Notre définition des politiques sociales prendra tout son sens une fois que nous aurons eu l'occasion de mieux expliquer comment nous valorisons à la fois le rôle de l'État et de l'économie sociale dans les transformations des politiques sociales actuelles. Dans notre approche théorique, nous conservons une place de choix pour l'économie sociale, mais cela ne doit pas se faire n'importe comment. Nous sommes aussi fort conscients que, pour l'essentiel, il existe des façons de s'intéresser à l'économie sociale qui peuvent très bien faire le jeu d'un modèle de développement néolibéral ou néoprovidentialiste. Ce n'est pas du tout ce qui nous intéresse. Par contre, le recours à l'économie sociale peut emprunter des modalités qui lui permettent de s'inscrire dans une perspective d'économie plurielle compatible avec l'émergence d'un modèle de développement économique et social que nous qualifions de solidaire (Vaillancourt et Tremblay, 2001 : chapitre 1; Vaillancourt, 2002). Voilà la perspective qui nous intéresse! Donc, il ne suffit pas de se déclarer pour l'économie sociale. Il importe de s'entendre sur le comment. D'où les précisions qui suivent sur la définition de l'économie sociale et ses rapports avec l'État et le secteur public.

### **2.1 Quatre grands groupes d'acteurs dans la production des politiques sociales**

Dans les travaux que nous menons sur les politiques sociales au LAREPPS depuis une dizaine d'années (Vaillancourt, 1997; Jetté *et al.*, 2000; Vaillancourt et Ducharme, 2000; Vaillancourt et Tremblay, 2001), nous éprouvons constamment le besoin de bien distinguer le rôle de l'État sur le plan de la régulation, du financement et de la dispensation des services<sup>2</sup>. Cette distinction permet, au moment d'aborder la question de la dispensation des politiques sociales, en particulier dans le domaine des services aux personnes, d'être attentifs au fait que quatre grands groupes, ou secteurs, d'acteurs socio-économiques peuvent être impliqués:

- le secteur marchand (le marché ou le privé lucratif). L'accroissement de la participation de ce secteur renvoie au phénomène de la privatisation (ou marchandisation);

---

<sup>2</sup> Cette distinction des quatre grands secteurs de ressources concernés par la dispensation des services aux personnes a été reprise par Doug Durst et Mary Bluehardt, de l'Université de Regina, en Saskatchewan (2001 :25-31).

- le secteur étatique ou public (l'État et les pouvoirs publics). L'accroissement de la participation de ce secteur donne de l'étatisation.;
- le secteur de l'économie sociale, qui est souvent appelé le tiers secteur. L'accroissement de la participation de ce secteur donne de ce que nous appelons de la « solidarisation »<sup>3</sup>;
- le secteur de l'économie domestique et de la solidarité familiale (la famille, les personnes aidantes). L'accroissement de la participation de ce secteur donne de la « familiarisation », pour reprendre l'expression d'Esping-Andersen (1999).

En distinguant la contribution possible de ces quatre grands groupes d'acteurs — ou pôles de l'économie — dans la dispensation des services aux personnes, nous utilisons un cadre d'analyse qui comporte un double avantage. D'une part, ce cadre permet de sortir des schémas binaires qui tendent à tout ramener à l'État ou au marché, ou encore à l'étatisation ou à la privatisation. D'autre part, ce cadre d'analyse, en distinguant le secteur de l'économie sociale de celui de l'économie domestique, permet d'établir des scénarios dans lesquels la moins grande implication de l'État et du secteur public dans la dispensation des politiques sociales ne conduit pas obligatoirement à une augmentation de la privatisation ou de la familialisation. Autrement dit, une plus grande reconnaissance de l'économie sociale peut être une façon, pour les pouvoirs publics, de freiner le recours à la logique familialiste et à la logique marchande dans la gestion des problèmes sociaux, sans pour autant alimenter le phénomène de la bureaucratie étatique. Mais, avant d'aller plus loin, il importe de s'arrêter sur la définition de l'économie sociale que nous privilégions. Nous le faisons non pas dans le but de forcer nos lecteurs à partager cette définition, mais pour leur permettre de mieux comprendre ce que nous voulons dire lorsque nous parlons des acteurs de l'économie sociale.

---

<sup>3</sup> Au milieu des années 1990, nous avons utilisé le mot « communautarisation » (Vaillancourt et Jetté, 1997 : 57). Nous avons abandonné ce mot parce que, dans la littérature sociologique française, il risque d'être associé à celui de « communautarisme », lequel est chargé d'une connotation péjorative et évoque le repli sur soi d'une communauté culturelle ou religieuse, ce qui va à l'encontre de la citoyenneté républicaine. (Voir Jean Daniel (2002), dans *Le Nouvel Observateur*, qui illustre bien ce sens péjoratif.) Pour éviter cette ambiguïté, nous préférons donc utiliser ici le concept de « solidarisation », plutôt que celui de « communautarisation ».

## 2.2 Une définition large de l'économie sociale... qui inclut les organismes communautaires

Au départ, précisons que, comme nous l'avons fait dans d'autres textes du LAREPPS (Jetté *et al.*, 2000; Vaillancourt et Tremblay, 2001), nous avons choisi de mettre l'accent sur les points de convergence plutôt que sur les points de différenciation entre les concepts de tiers secteur et d'économie sociale<sup>4</sup>. Ce faisant, nous adoptons une position qui s'apparente à celle de chercheurs belges en économie sociale comme Jacques Defourny qui cherchent à ménager une passerelle entre la littérature sur l'économie sociale et celle sur le tiers secteur (Defourny et Monzon Campos, 1992; Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999). Lorsque nous utilisons le concept de tiers secteur, nous nous référons moins à la littérature américaine sur le secteur non lucratif (*Nonprofit Sector*) et davantage à une certaine littérature européenne qui utilise de façon interchangeable les termes *Third Sector* et *Voluntary Sector* et est attentive aux interfaces entre ce secteur et les politiques sociales en transformation. Nous nous retrouvons particulièrement dans un courant de littérature au Royaume-Uni qui utilise l'expression *Voluntary and Community Sector* (Taylor, 1995 : 214) ou encore *Voluntary and Community Organizations*, pour bien signifier que les organismes communautaires font partie du secteur volontaire ou du tiers secteur. D'où notre appréciation positive de plusieurs articles publiés dans un numéro de la revue *Voluntas* consacré au tiers secteur en Irlande du Nord et du Sud (Birrell et Williamson, 2001; Acheson, 2001). Cette nuance est importante si on ne veut pas que le tiers secteur — ou le secteur volontaire — soit identifié seulement à des actions bénévoles non rémunérées.

En fait, nous sommes favorables à une définition large et inclusive de l'économie sociale qui englobe les associations et les organismes communautaires autonomes, tout autant que les coopératives, les mutuelles et les entreprises. C'est ainsi que, dans les écrits émanant du LAREPPS, au cours des dernières années, nous avons souvent repris à notre compte une définition de l'économie sociale qui était proche de celle proposée par le Chantier de l'économie sociale, à l'occasion du Sommet sur l'économie et l'emploi de l'automne 1996. Il semble pertinent de revenir sur cette définition :

---

<sup>4</sup> Dans d'autres textes (dont Vaillancourt, 1999), nous avons mis l'accent sur les différences entre les concepts de tiers secteur et d'économie sociale en nous démarquant, entre autres, du courant de littérature international marqué par la recherche dirigée par Lester Salamon, de l'Université John Hopkins qui exclut les coopératives du tiers secteur, sous prétexte qu'elles peuvent générer des profits (Salamon *et al.*, 1999; Salamon et Anheier, 1998).

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagers et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelles et collectives. (Chantier de l'économie sociale, 1996 : 6-7).

Cette définition, comme l'ont rappelé certains chercheurs (Lévesque et Ninacs, 1997: 6-7), met l'accent sur les valeurs et a été marquée par l'apport de chercheurs belges comme Jacques Defourny (Defourny et Monzon Campos, 1992; Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999). Elle place haut la barre sur le plan normatif en insistant sur la démocratisation de l'entreprise (ou de l'organisme) rendue possible par la participation des travailleurs et des usagers. Elle permet d'inclure « des composantes aussi diversifiées que les coopératives, les mutuelles et les organismes à but non lucratif, notamment les organismes communautaires » (D'Amours, 2002 : 284). Proposée au sommet de 1996, elle a été acceptée au même moment par les partenaires socioéconomiques, ainsi que par le gouvernement du Québec. Elle est demeurée la définition officielle de l'économie sociale au cours des années qui ont suivi le sommet.

### **2.3 Une définition que les politiques gouvernementales tendent à rétrécir**

Cette définition large a été réaffirmée par le Chantier de l'économie sociale dans son document *De nouveau, nous osons...* lancé en janvier 2001 (Chantier de l'économie sociale, 2001 : 29). Curieusement, toutefois, dans le même document, lorsque le Chantier fait le décompte des entreprises d'économie sociale, il semble tenté de se rabattre sur une définition plus restrictive qui exclut les organismes communautaires (2001 : 5).

La définition plus restrictive de l'économie sociale est adoptée spontanément par une partie des mouvements sociaux, notamment par certaines composantes du mouvement communautaire qui, pour des raisons que nous n'analyserons pas ici, préfèrent se voir à

l'extérieur de l'économie sociale. C'est ainsi que Pierre Ducasse, un dirigeant des Corporations de développement communautaire, dans une typologie qu'il propose, préfère définir un tiers secteur large et inclusif dans lequel il place une diversité de composantes plus spécifiques dont l'action communautaire autonome et l'économie sociale, distinctes l'une de l'autre (Ducasse, 2001). Plusieurs chercheurs, dont Deena White (2001), adoptent une position analogue en situant les organismes communautaires à l'extérieur de l'économie sociale, ce qui permet par la suite de louer les pratiques des organismes communautaires tout en dénonçant le glissement entrepreneurial de l'économie sociale.

D'autres auteurs et organismes, sans adopter une position claire qui permettrait de situer les organismes communautaires à l'intérieur ou à l'extérieur de l'économie sociale, préfèrent cultiver une certaine ambiguïté. À cet effet, ils utilisent des expressions comme « l'économie sociale et l'action communautaire » dans lesquelles l'usage du « et » ne permet pas de savoir clairement si l'action communautaire, à leurs yeux, est à l'extérieur de l'économie sociale ou l'une de ses composantes que l'on veut désigner plus spécifiquement<sup>5</sup>.

De son côté, le gouvernement du Québec, à partir des positions publiques d'une partie de ses représentants et de ses composantes, sans abandonner explicitement la définition large qu'il faisait sienne en 1996, se trouve néanmoins à institutionnaliser l'économie sociale en adoptant des règles du jeu et des politiques de financement qui ont pour effet, concrètement, de rétrécir la définition de l'économie sociale et de différencier ses composantes, voire de les opposer parfois les unes aux autres. Martine D'Amours (1999, 2002) a analysé avec finesse et précision l'évolution récente de l'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec, et nous partageons plusieurs des constats qu'elle fait et des conclusions qu'elle tire. Elle attire l'attention sur un point tournant qui surgit en 1997 dans la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional. Cette politique

/ [...] établit une distinction entre les entreprises d'économie sociale qui appartiennent aux marchés solvables, 'c'est-à-dire [ceux qui] peuvent s'appuyer, pour se consolider et se développer, sur la participation financière de l'utilisateur ou du client ou encore d'une partie de la clientèle', et les groupes communautaires

---

<sup>5</sup> Cette ambivalence inconsciente ou cultivée se trouve dans les principaux documents qui ont jalonné le débat public sur la reconnaissance des organismes communautaires autonomes en 2000 et 2001. Voir, par exemple, SACA, 2000; Larose, 2000 et Gouvernement du Québec, 2001.

qui continueront de fonctionner principalement grâce à un financement public. (D'Amours, 2002 : 36)

Ce virage entrepreneurial, d'après D'Amours, a été consolidé en février 2001, au moment où le Comité ministériel du développement social adoptait une définition encore plus restrictive qui encourage l'entreprise à consolider sa viabilité économique à partir « de ses activités marchandes auprès des consommateurs privés ou publics » (D'Amours, 2002 : 37). En fin de compte, avec l'évolution de la politique du gouvernement du Québec, de 1996 à 2002, « les entreprises collectives, qui fondent leur viabilité sur la vente de biens et services, développent des marchés et sont gérés 'selon une philosophie entrepreneuriale', sont devenues la quintessence, voire le modèle exclusif de ce que le gouvernement du Québec entend soutenir au titre de l'économie sociale » (D'Amours, 2002 : 39).

À nos yeux, le problème que pose l'évolution de la politique du gouvernement du Québec sur l'économie sociale, ce n'est pas qu'elle décide de confier à des composantes distinctes de l'appareil gouvernemental la gestion des coopératives dans un ministère, celle des Centres de la petite enfance dans un autre, celle des organismes communautaires au Secrétariat à l'action communautaire autonome, celle des entreprises d'économie sociale au ministère du Conseil exécutif, etc. Ce n'est pas que le gouvernement du Québec décide d'encourager une partie des initiatives d'économie sociale à solvabiliser une partie ou la totalité de leur financement par la vente de biens et services. Il laisse plutôt entendre que la véritable économie sociale renvoie à la seule portion marchande et entrepreneuriale et laisse croire que les autres composantes, notamment les organismes communautaires autonomes, ne font pas partie de l'économie sociale. Cette fragmentation et cette représentation de l'économie sociale risquent d'appauvrir l'ensemble de l'économie sociale en introduisant, comme l'explique Martine D'Amours, des distinctions artificielles qui ont pour effet

[...] de séparer le politique (l'action pour le changement social, la citoyenneté, la justice) de l'économique (création d'emplois en même temps que de biens ou de services d'utilité collective). Cette séparation est artificielle, car les composantes de l'économie sociale que les politiques opposent ont (ou devraient avoir, selon leur mission originale) un pied dans l'économie et un pied dans le politique. Les groupes communautaires ont en effet un impact économique : ils versent des

salaires, sur lesquels sont prélevés des impôts, louent ou achètent des immeubles, consomment des biens et services. Réciproquement, les entreprises collectives ont une dimension politique, par leur finalité, la manière de réinvestir leurs profits, leurs avancées en matière de démocratie du travail et de consommation. (D'Amours, 2002 : 41-42)

Notre critique sur la tendance du gouvernement du Québec et d'une partie des chercheurs et des acteurs à réduire la définition de l'économie sociale permet de prendre note du fait que la définition de l'économie sociale ne fait pas consensus chez les décideurs, les acteurs et les chercheurs. Cela ne devrait scandaliser personne. La définition de l'économie sociale au Québec et ailleurs constitue un enjeu de débat public qui recèle nombre d'implications concrètes pour les pratiques et les politiques. Le point de vue que nous venons d'exprimer permet aux lecteurs de bien saisir que, si nous nous intéressons aux initiatives des acteurs de l'économie sociale dans les réformes des politiques sociales, pour nous, l'économie sociale inclut non seulement les entreprises de l'économie sociale au sens de la définition restrictive du ministère des Régions, mais aussi les coopératives et les organismes communautaires, qu'on les appelle autonomes ou pas.

## **2.4 Économie sociale et développement des politiques sociales**

Les organismes communautaires, sans exclure les organismes de défense de droit, que nous incluons clairement parmi les composantes du tiers secteur de l'économie sociale, peuvent contribuer de deux manières au développement des politiques sociales, en général, et des politiques sociales touchant les personnes présentant des incapacités, en particulier.

D'une part, les organismes communautaires peuvent intervenir comme dispensateur de services alternatifs et innovateurs. Historiquement, les organismes communautaires ou les associations ont souvent permis de planifier des expérimentations qui ont donné les moyens de répondre à de nouveaux besoins ou de renouveler la façon de répondre à des besoins anciens. Par exemple, des organismes de l'économie sociale — des coopératives, des organismes à but non lucratif (OBNL), des mutuelles — peuvent assumer des rôles dans la dispensation des services aux personnes, voire dans l'administration de programmes de sécurité du revenu.

Dans le domaine de la santé mentale, la simple existence du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec, depuis près de trois décennies, et la présence

d'organismes comme la Maison Saint-Jacques permettent de saisir le rôle des initiatives de l'économie sociale sur le plan de l'offre de services. D'autre part, les organismes communautaires peuvent intervenir comme défenseur des droits des personnes concernées par les politiques sociales de l'État-providence. Ce type d'intervention a pu historiquement, au Québec et ailleurs, contribuer à mettre de la pression sur l'État et les pouvoirs publics afin qu'ils développent plus de programmes relevant du secteur public pour répondre à des besoins laissés à découvert. C'est ainsi que le mouvement associatif représentant les personnes ayant des incapacités peut faire des pressions sur les pouvoirs publics pour obtenir des réformes des politiques sociales. Les associations jouent ici « un rôle de lobbying pour la création de services publics, comme cela fut le cas historiquement dans les pays scandinaves après 1945 » (Laville et Nyssens, 2001 : 252).

Voici comment Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, dans un article publié en 1991, faisaient cette distinction entre deux formes d'intervention permettant aux organismes communautaires d'influer sur la production des politiques sociales:

Dans cette foulée, l'usager-consommateur fait irruption comme sujet et une multitude de groupes communautaires émergent aussi bien comme distributeurs de services, expérimentateurs d'alternatives organisationnelles et thérapeutiques que comme base de mouvements de protestation ou de défense de droits [...].  
(Bélanger et Lévesque, 1991 : 37)

En somme, les personnes présentant des incapacités, en alliance souvent avec leurs proches et leurs alliés, à partir des organisations communautaires qu'elles se donnent, peuvent transformer les usagers individuels des politiques sociales en sujet collectif, en nouveau mouvement social.

## **2.5 Les rapports entre l'État et l'économie sociale : trois régulations possibles**

Dans le cadre théorique que nous mettons de l'avant pour l'analyse des politiques sociales, l'attention donnée à l'économie sociale ne doit pas être ramenée à une préoccupation quantitative. L'enjeu principal n'est pas de savoir si la présence de l'économie sociale pourrait être augmentée au maximum. Certes, la reconnaissance de l'économie sociale par les pouvoirs publics ne constitue pas une question négligeable. Mais le point qui doit retenir principalement notre attention doit demeurer le type de rapports qui s'instaurent entre l'État — ou les pouvoirs publics — et les acteurs de l'économie sociale. Quel est le mode de régulation ou le modèle de

développement dans lequel s'inscrivent les relations entre l'économie sociale et l'État ? Voilà la question qui nous importe. En somme, nous distinguons trois grands modèles de régulation dans lesquels peuvent s'inscrire les initiatives de l'économie sociale en interface avec la transformation des politiques sociales, en général, et des politiques sociales touchant les personnes présentant des incapacités, en particulier.

***La régulation concurrentielle ou la perspective des « quasi-marché »***

L'expression « quasi-marchés » » (*Quasi-Markets*) provient du Royaume-Uni (Le Grand et Bartlett, 1993; Taylor et Lewis, 1997; Laville et Nyssens, 2001 : 240-245). Dans le modèle de quasi-marchés, les réformes de politiques sociales sont aménagées dans le but d'attiser une compétition entre les dispensateurs issus du secteur public, du secteur marchand et du secteur de l'économie sociale. L'introduction de la concurrence et des mécanismes du marché est vue comme favorisant la compétition entre une diversité de « dispensateurs indépendants ». Les pouvoirs publics dans les localités et les régions invitent les dispensateurs relevant de l'économie sociale comme des autres secteurs à faire des soumissions. En fait, les autorités publiques locales qui financent les services jouent le rôle d'acheteurs. Marthe Nyssens, une économiste belge spécialisée en économie sociale et services de proximité, a bien résumé la formule du quasi-marché qui est populaire dans les pays anglo-saxons. Cette option

[...] consiste à privilégier le jeu de la concurrence comme mécanisme de régulation pour favoriser la qualité et la flexibilité des services — on parle de créer des "quasi-marchés". L'offre de services, au préalable fournie principalement par des organisations non marchandes, est, dans ce cadre, déléguée aux prestataires privés "les plus efficaces", qu'ils soient associatifs ou à but lucratif. Le recours aux "bons d'étude" et autres formes "d'allocations directes" peut s'arrimer de façon harmonieuse avec cette philosophie du quasi-marché lorsque les pouvoirs publics remettent à chaque personne usagère des politiques sociales sur une base individuelle un pouvoir d'achat qu'elle utilise pour mettre en concurrence une diversité de prestataires qui compétitionnent entre eux. Cette régulation peut susciter des effets pervers. En effet, la qualité des services est déterminante dans toutes ces initiatives. Lorsque la qualité est étroitement liée à la construction de la relation entre le prestataire et l'utilisateur, la confiance s'avère être un enjeu central. Or, le marché présente d'importantes limites sur le plan de la gestion de la confiance. (Nyssens, 2002 : 13)

Dans ce contexte, l'économie sociale peut avoir sa place, voire une grande place, mais elle doit utiliser les règles de la logique marchande pour s'imposer, ce qui peut l'amener à s'éloigner de ses valeurs et à se banaliser.

### ***La régulation tutélaire***

Dans ce modèle que Jean-Louis Laville a souvent analysé en faisant l'histoire des services de proximité en France et dans d'autres pays européens (Laville, 1992; Vaillancourt et Laville, 1998; Laville et Nyssens, 2001 : 250), les pouvoirs publics recourent à l'économie sociale, mais en l'instrumentalisant sur le plan politique à la manière d'un appendice. Les initiatives de l'économie sociale sont encouragées par l'État dans le développement historique des politiques sociales, mais à condition qu'elles demeurent sous la tutelle étatique et renoncent en quelque sorte à leur autonomie. L'économie sociale devient, à ce moment-là, une succursale des services publics. Elle est à ce point encadrée par les normes et protocoles des pouvoirs publics et de la bureaucratie d'État, que sa capacité d'innover se trouve aplatie. Dans ce contexte, l'économie sociale ne fait qu'exécuter les directives de l'État. Elle fait le jeu d'une régulation que nous qualifions parfois de néo-providentialiste ou de social-étatiste.

### ***La régulation solidaire et partenariale***

Dans cette régulation, l'économie sociale, sans être inscrite dans un rapport symétrique avec l'État, n'en demeure pas moins capable d'influencer les règles du jeu qui la concernent. Elle n'est pas confinée à un rôle de sous-traitant économique (comme dans la régulation concurrentielle), ni à un rôle de « complément » du service public (comme dans la régulation tutélaire) (Vaillancourt et Laville, 1998; Lévesque et Mendell, 1999; Vaillancourt et Favreau, 2001; Taylor et Bassi, 1998; Lewis et Glennester, 1996; Lewis, 1999). Avec ses valeurs de don et de réciprocité, elle contribue à rendre les politiques sociales, l'économie et la société davantage « plurielles ». L'économie sociale, pour emprunter une formulation de Marthe Nyssens, contribue alors au « renforcement d'une économie plurielle », notamment dans les services de proximité :

Reconnaître la pluralité de nos économies, c'est donc, d'abord, mettre en évidence la coexistence ainsi que les apports et les limites de chaque logique. Le marché

peut être source d'efficacité dans l'allocation des ressources, mais est limité dans la prise en compte des bénéfices et des coûts sociaux [...]. Les pouvoirs publics sont garants de l'intérêt général et peuvent donc prendre en compte, via des mécanismes d'imposition et de redistribution, les bénéfices collectifs. Ils ont un rôle important à jouer dans le financement et la régulation de ces services. Cependant, le fonctionnement centralisé de l'État limite sa capacité à identifier la demande et à s'adapter aux demandes hétérogènes compte tenu des spécificités locales importantes dans le cas des services de proximité. (Nyssens, 2002 : 14)

En somme, l'économie plurielle est une économie qui refuse de s'appuyer uniquement sur le principe de la concurrence et de l'efficacité propre à l'économie de marché, ce qui confinerait au néolibéralisme. C'est une économie qui permet la cohabitation des principes de l'économie de marché (efficacité et flexibilité), de l'économie publique (redistribution et équité) et de l'économie sociale (réciprocité et don) (Laville, 2001; Lévesque, Bourque et Forgues, 2001).

Dans notre cadre théorique, c'est la régulation solidaire et partenariale qui nous intéresse, soit la seule qui permet au tiers secteur ou à l'économie sociale d'entrer en relation vraiment partenariale avec l'État et les pouvoirs publics. Dans nos recherches récentes, nous avons souvent mis de l'avant l'hypothèse que la régulation solidaire, sans être clairement hégémonique, avait réussi à conférer sa marque à plusieurs réformes de politiques sociales, notamment dans les domaines du logement social et des services de garde. Avec d'autres chercheurs, nous avons parlé de l'émergence, fragile et timide, mais néanmoins réelle, d'un nouveau modèle de développement solidaire (Lévesque, Bourque et Vaillancourt, 1999; Lévesque et Mendell, 1999; Vaillancourt et Tremblay, 2001 : 23-65; Vaillancourt, 2002; Proulx, 1997; Bourque, 2002). En qualifiant de fragile et timide l'émergence de la régulation solidaire, nous voulons faire comprendre que sa présence dans les réformes de politiques sociales va de pair avec la présence de traits provenant d'autres régulations.

Pour mieux comprendre les caractéristiques de la régulation et du modèle solidaires, il importe de revenir sur le rôle de la confiance qui s'instaure entre les personnels et les usagers à l'intérieur des organisations de politiques sociales qui offrent des services aux personnes, ce qui renvoie à ce que nous appelons « le double *empowerment* ».

### 3. LE DOUBLE *EMPOWERMENT* POUR DÉPASSER LE « PROVIDENTIALISME »

Le concept d'*empowerment* est à la mode dans la littérature sur les politiques sociales, depuis quelques années. Ce n'est pas une raison de se priver de l'utiliser. Mais c'est sans doute une réalité qui nous incite, si nous voulons en faire l'usage, à préciser dans quel sens nous l'employons. Comme d'autres, nous préférons utiliser le terme anglais *empowerment* pour son dynamisme. Son sens est souvent édulcoré dans les traductions françaises qui suggèrent d'utiliser des équivalents abstraits. Mais si nous sommes obligés d'utiliser une formulation française, nous optons pour les termes *participation*, *autodétermination* ou *inclusion*.<sup>6</sup>

D'entrée de jeu, disons que nous aimons parler de *double empowerment* pour nous démarquer de tout un courant de littérature en psychologie communautaire et en travail social qui traite de l'*empowerment* au singulier. Ce dernier réfère à l'*empowerment* individuel ou collectif des clientèles des politiques et des pratiques sociales, c'est-à-dire à l'*empowerment* des usagers.

De notre côté, lorsque nous utilisons l'expression *double empowerment*, nous voulons suggérer que nous visons une tension ou une réconciliation entre deux sortes d'acteurs individuels et collectifs concernés par les politiques sociales. Nous faisons référence, certes, en premier lieu, aux personnes usagères qui sont souvent négligées dans les politiques sociales « providentialistes » dont nous avons parlé plus haut. Mais en référant au *double empowerment*, nous voulons nous démarquer d'une perspective théorique et pratique qui se contenterait de mettre en valeur le seul *empowerment* des personnes usagères des politiques sociales. Le deuxième groupe d'acteurs auquel nous nous référons en utilisant l'expression *double empowerment* est le groupe des dispensateurs de services. Nous pensons alors à la fois à ceux qui dispensent des services sans être rémunérés (intervenants bénévoles et personnes aidantes) et à ceux qui le font en étant rémunérés (employés généraux, professionnels etc., dans les organismes publics, privés lucratifs et d'économie sociale)<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Nous regrettons que le mot *capacitation*, utilisé dans la langue espagnole, ne soit pas utilisé en français dans le même sens. En effet, dans le domaine des politiques sociales concernant les personnes ayant des incapacités, il nous semble que la *capacitation*, définie comme l'acte de favoriser la consolidation des capacités des personnes qu'on a l'habitude de désigner comme n'ayant pas de capacités, pourrait avoir une signification concrète et mordante.

<sup>7</sup> Dans notre section sur le *double empowerment*, nous passerons sous silence l'enjeu que représente, dans les organisations des secteurs public et privé, tout autant que dans celles de l'économie sociale, l'octroi de véritables

En parlant de double *empowerment*, nous voulons partager une intuition théorique qui nous est chère pour permettre une démocratisation plus poussée de l'aménagement des politiques sociales, une démocratisation qui est souhaitée dans la régulation solidaire (voir plus haut). Cette intuition, c'est que l'*empowerment* des usagers débouche sur des impasses, s'il n'est pas mis en dialogue — et en tension — avec l'*empowerment* des producteurs et des gestionnaires. Dans les réformes des politiques sociales qu'il faut impulser dans plusieurs pays, ces années-ci, nous en convenons, un coup de barre doit être donné pour mettre en valeur les capacités de prise en charge des usagers-citoyens. Ce coup de barre est nécessaire étant donné l'héritage historique des politiques sociales providentialistes. En effet, ces dernières, en dépit de toutes leurs qualités — dont la couverture plus large, universelle et inconditionnelle des risques —, demeuraient des politiques sociales planifiées en fonction des intérêts des producteurs de services. Les politiques sociales d'hier étaient menées par les producteurs plus que par les usagers (c'est-à-dire un *producers led system* plutôt qu'un *users led* ou *citizens led system*) (Beresford et Croft, 1993 : 8-9).

Mais, à notre avis, ce n'est pas parce que l'*empowerment* des producteurs, notamment celui des professionnels, hier et souvent encore aujourd'hui, a trouvé des voies d'expression qui ont signifié l'évincement ou l'écrasement des usagers qu'il faudrait renverser la situation en préparant pour demain des scénarios d'*empowerment* des usagers qui iraient de pair avec l'exclusion des producteurs et des professionnels.

### **3.1 Apport du Mouvement de vie autonome pour dépasser les politiques sociales providentialistes**

Le cadre d'analyse que nous utilisons au LAREPPS pour étudier les politiques sociales a été hautement redevable, ces dernières années, à l'apport magistral d'un courant de pensée et d'action international connu sous le nom de « Mouvement de vie autonome » (MVA) ou « Independent Living Movement », en anglais. Ce courant touche particulièrement les politiques sociales concernant les personnes présentant des incapacités. Mais il alimente une réflexion régénératrice qui concerne l'ensemble des politiques sociales. Notre premier contact avec ce

---

marges de manœuvre aux gestionnaires. Nous comptons pouvoir nous pencher sur cette question dans des écrits prochains. Mentionnons, néanmoins, au passage que nous sommes sensibilisés à la question de la démotivation des gestionnaires dans l'administration publique, démotivation qui s'explique, pour une bonne part, par le fait que ceux-ci, le plus souvent, ne disposent pas d'une marge de manœuvre qui leur permettrait de se responsabiliser en prenant le risque d'innover.

courant doit beaucoup à des échanges amorcés, en 1994, avec des gestionnaires et des intervenants novateurs du Centre de réadaptation Normand-Laramée (Vaillancourt et Jetté, 1997 : 215-216; 222-228)<sup>8</sup>. Depuis, nous n'avons pas cessé d'approfondir les enseignements théoriques et pratiques de ce courant. La recherche sur les politiques et mesures touchant les personnes ayant des incapacités nous a fourni l'occasion de pousser plus loin notre réflexion, voire d'entrer plus à fond dans une discussion critique avec certains représentants de ce courant sur le plan de la recherche et de l'action. Cette démarche nous a permis, entre autres, de mieux identifier les lacunes des politiques sociales providentialistes et les conditions de leur dépassement.

Le fondement philosophique du mouvement de vie autonome (MVA) est bien résumé dans la préface d'un ouvrage de Shulamit Ramon :

The right to those with disabilities to an ordinary life, and its implementation presents a challenge to us all because it entails a view of people with disabilities as people first and disabled second. This emphasis focuses on their abilities and not just their disabilities, on their equality as citizens, their right to social support as well as their duty to contribute to communal life according to ability. (Ramon, 1991 : XII)

En somme, le principal trait distinctif de la philosophie du MVA réside dans le fait que l'accent est mis sur les capacités citoyennes des personnes présentant des incapacités.

Les origines du Mouvement de vie autonome remontent à plus d'une trentaine d'années, soit à la fin des années 1960, à l'Université de Californie, à Berkeley. Des étudiants handicapés s'étaient alors réunis pour se donner des services. Cette expérimentation devait modéliser par la suite les premiers Centres d'information sur la vie autonome (CRVA) (Fuchs, 1987 :191; Lord et Hutchison, 1998 : 402; Fougeyrollas, Majeau et Gaucher, 2000 : 16-18). Dès les années 1970, le courant prend racine en Europe autant qu'en Amérique du Nord.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, grâce aux initiatives et aux revendications du mouvement associatif des personnes présentant des incapacités physiques en particulier, le courant du MVA est très présent au Québec et ailleurs au Canada, notamment dans la province du Manitoba.

---

<sup>8</sup> Le Centre de réadaptation Normand-Laramée, à Laval, est un centre de réadaptation public en déficience intellectuelle qui est né de la fusion d'établissements, au début des années 1990. Les pratiques de ce centre ont continué d'être à la fine pointe des innovations sociales au cours des dernières années, comme en témoignent Gagnier et Lachapelle (2002).

Au Québec, les premières années de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et la riche démarche qui devait conduire à la production du document *À part... égale* (OPHQ, 1984), avec l'apport d'acteurs-chercheurs comme les Patrick Fougeyrollas et Mario Bolduc (1994), ont été imprégnées par l'approche du MVA. Ailleurs au Canada, le Roehrer Institute et le réseau des Centres d'information sur la vie autonome (CIVA) contribuent à la diffusion et à la mise en œuvre de cette approche qui marquera la production de certains documents fédéraux au début des années 1980 et par la suite. Nous pensons notamment à *Obstacles*, publié en 1981, et à *Beyond the Obstacles*, en 1982 (Fuchs, 1987 : 191-193).<sup>9</sup>

Voici comment Don Fuchs, chercheur à l'Université du Manitoba, proche des pratiques des CIVA, résumait, en 1987, les principes sous-jacents à leurs pratiques :

Disabled people, through their experience in being disabled, best know the needs of disabled persons; Support services should be based on consumer-controlled policies; The focus of services is to change the environment and not the individual; The goal of services is integration into the community; The disabled individual can help him/herself through helping other disabled people. (Fuchs, 1987 : 193)

Nous le constatons, les principes du mouvement de vie autonome s'harmonisent bien avec la définition des politiques sociales et le concept de soutien communautaire (*community care*). Au cours des années 1990, on comptait plus d'une vingtaine de CIVA au Canada, dont trois au Québec. Ces centres locaux étaient eux-mêmes représentés par l'Association canadienne des centres de vie autonome. John Lord et Peggy Hutchison, deux chercheurs proches du courant de vie autonome au Canada, soulignent que l'une des caractéristiques des CIVA réside dans le fait que ces centres sont pris en charge par les personnes handicapées elles-mêmes : « Dans les CIVA, la plupart des directeurs, des employés, des bénévoles et des membres sont des personnes handicapées. Cela aide à orienter les décisions, en matière de politique, dans le sens des besoins des clients » (Lord et Hutchison, 1998 : 403). Robert Drake, chercheur du Royaume-Uni en politiques sociales, fait sienne cette intuition : « [...] Many users were joining agencies of rather

---

<sup>9</sup> La perspective théorique du Mouvement de vie autonome ne se contente pas d'inspirer les mouvements sociaux des personnes ayant des incapacités. Elle est vite reprise par d'autres mouvements de défense de droit de groupes de personnes vulnérables. Voici ce que constate Don Fuchs à ce sujet : « The independent living philosophy was an outgrowth of the philosophy of self-help and consumer participation advocated by various groups of the disadvantaged in Canada during this time : native groups, women's groups, ex-offenders, drug addicts, gay/lesbian rights groups, welfare rights groups. [...] The philosophy of independent living asserts that everyone has the potential to live more independently and that even the most severely and profoundly disabled individuals can control their lives » (Fuchs, 1987 : 191).

than *for* disabled people and saw the battle for citizenship as a political, rather than personal, struggle » (Drake, 201 : 123).

En somme, le mouvement de vie autonome valorise beaucoup l'autogestion. Les personnes handicapées doivent prendre en mains l'organisation des services qui les concernent, ce qui fait appel à un *empowerment* à la fois individuel et collectif et donne naissance à un mouvement identitaire (Caillouette, 2001; Bélanger, 2002). La dimension collective de l'*empowerment* est bien rendue par Peter Beresford et Chris Holden (2000) dans un article substantiel dont nous voulons faire ressortir ici quelques points saillants.

Cet article met l'accent sur l'idée d'un mouvement social relevant des usagers des politiques de bien-être (« welfare user movements »). Par cette expression, les auteurs veulent suggérer que les usagers des politiques sociales doivent à la fois être vus comme un sujet collectif et comme un mouvement social organisé. Ils s'expliquent à ce sujet dans une note qui propose une piste intéressante:

In this article we have used the term 'welfare user movements' to describe the movements established by a number of identity-based groups which have traditionally been on the receiving end of welfare, and previously poor law policy. These include the movements of disabled people, including those of people with learning difficulties, older people, mental health service users/surveivors, people living with HIV/AIDS, as well as of lone parents, children and young people 'looked after' by the state, poor and unemployed people, etc.

We regard the term 'welfare user movements' and 'welfare user' as inadequate ones for these movements and their members, since generally they do not conceive of themselves solely or mainly in terms of welfare or welfare services. A key part of their struggle has been to challenge their administrative categorisation. We use it here as a shorthand because of the lack so far of suitable alternatives or of any agreed language on the subject. (Beresford et Holden, 2000 : note 1, p. 987)

Cette formulation, étayée de diverses manières dans l'article, est intéressante parce qu'elle fait des usagers des politiques sociales des sujets collectifs qui, en se constituant en mouvements sociaux, deviennent des acteurs dans la production et l'analyse des politiques sociales. Cela instaure une rupture nécessaire avec les représentations plus traditionnelles, incluant les représentations progressistes inhérentes aux réformes sociales de type «

providentialiste », qui figent les usagers dans leur position de « *receiving end* » des politiques sociales. La perspective des deux auteurs fait ressortir comment l'*empowerment* des usagers contribue à modifier les politiques. Cet *empowerment* entraîne la reconnaissance des citoyens-usagers en tant que sujets collectifs capables de se constituer en mouvement social et d'instaurer un rapport de force avec les pouvoirs publics. Il permet de rompre avec le paradigme des politiques sociales progressistes et providentialistes qui enferment le citoyen-usager dans un rôle de « patient » qui consomme passivement des politiques sociales, même les plus généreuses (Roehrer Institute, 1993; Rioux, 1998; Bélanger et Lévesque, 1990 et 1991). Sur ce point, Beresford et Holden (2000) de façon percutante, écrivent:

Welfare service user movements point to a changed relationship between service users and social policy, based on service users as active participants in policy and analysis rather than passive recipients. They question the traditional social production of both policy and research. They have asserted the moral right of service users to be included in debates and developments which affect them in line with their civil and human rights and highlighted the ethical, philosophical and methodological problems of their continued exclusion [...]. (2000: 980)

Cette perspective met en valeur la capacité de citoyenneté active des usagers qui, dans le modèle providentialiste, sont représentés à partir de leurs seules incapacités. Elle ne se contente pas cependant de mettre en valeur cette capacité. Elle rend « actives » leurs potentialités d'autonomie, de participation, d'inclusion, d'autodétermination, etc. Elle brise la traditionnelle séparation entre l'usager qui « demande » et l'intervenant qui « offre » des politiques sociales. Elle convie usagers et intervenants à coopérer dans une construction conjointe de l'offre et de la demande, pour reprendre une expression de Jean-Louis Laville (1992; 2001 : 115-116). Elle met à contribution l'expertise de l'usager dans l'intervention qui le concerne. Comme le disent Doug Durst et Mary Bluechardt de l'Université de Regina:

The above perspective contrasts with supporting the individual, interventions that are done 'with' the client. Supporting the individual [...] includes interventions that assist the individual in achieving his/her goals or aspirations. It views the client as an 'expert' who has the knowledge and ability to define the nature of the problem and is an active contributor to its resolution. (2001 : 23)

Notre position sur l'*empowerment* des usagers rejoint des idées qui ont été mises de l'avant dans le document *À part... égale*, publié en 1984. Il est intéressant, à cet égard, d'en relire le chapitre 17 sur la vie associative (OPHQ, 1984 : 303-312). Le mot *empowerment* n'est pas utilisé. Mais il y est beaucoup question de miser sur la participation des personnes

handicapées elles-mêmes « à la gestion des services qui leur sont destinés », puisque « les personnes handicapées comme consommateurs ont très peu leur mot à dire dans l'organisation des services qui doivent répondre à leurs besoins » (1984 : 306). Cette participation des personnes handicapées est présentée comme pouvant s'actualiser à trois niveaux.

Les personnes handicapées doivent, premièrement, occuper des places dans les conseils d'administration des organismes du secteur public qui s'occupent des politiques sociales qui les concernent (OPHQ, 1984 : 306).

Deuxièmement, elles doivent développer et investir des organismes communautaires qui leur appartiennent pour défendre leurs intérêts : « Les organismes de promotion des intérêts des personnes handicapées peuvent être un outil qui leur permette d'acquérir plus de pouvoir » (OPHQ, 1984 : 306). On est assez proche du mot « *empowerment* » ici. L'acquisition suggérée de « plus de pouvoir » est le pendant d'un constat fait par l'OPHQ à l'effet que, « trop souvent, les personnes handicapées ne s'impliquent pas dans un mouvement qui défend leurs intérêts et laissent d'autres dire à leur place ce dont elles ont besoin » (OPHQ, 1984 : 307). Les mouvements et les associations auxquels se réfère le texte de l'OPHQ, ici, peuvent intervenir aussi bien sur le plan de la « promotion » (ou défense de droits) que sur le plan de « la fourniture de service », même si « les associations ont de la difficulté à trouver l'équilibre » (1984 : 308).

Troisièmement, enfin, les personnes handicapées, à partir de leurs associations, doivent faire alliance avec d'autres organismes communautaires, pour faire pression sur les pouvoirs publics de manière à influencer ces derniers dans le développement des politiques sociales :

Les organismes de promotion ne pourront être connus dans leur milieu que s'ils établissent des liens avec les autres organismes communautaires. Ils auront, les uns et les autres, avantage à rechercher une plus grande solidarité. [...] Les organismes de promotion sont un instrument nécessaire pour que les personnes handicapées puissent faire valoir leur point de vue dans l'organisation sociale. Mais puisque c'est le seul véhicule d'expression qui leur est propre, il importe qu'elles aient sur lui le plus grand contrôle. Les personnes handicapées ont donc la responsabilité de prendre le pouvoir au sein de leurs organismes. (OPHQ, 1984 : 312)

On trouve ici une perspective théorique qui met en relief la capacité des personnes ayant des incapacités de se regrouper collectivement, de se constituer en mouvement social, de s'allier avec d'autres mouvements sociaux et de construire un rapport de force avec les pouvoirs publics de façon à négocier avec ces derniers leur contribution à la transformation des politiques

sociales. Cette perspective s'inscrit bien dans celle des auteurs du Mouvement de vie autonome qui met l'accent sur la nécessité que les usagers se donnent du pouvoir en intervenant à la manière d'un « mouvement d'usagers des politiques de bien-être ».

### 3.2 Un écueil à éviter : le consumérisme

Beresford et Holden nous invitent à bien dissocier la forme d'*empowerment* des usagers qu'ils préconisent de la forme « consumériste » qui est souvent privilégiée et proposée dans le discours néolibéral du quasi-marché. Nous pensons ici à certaines propositions à la mode dans certains pays anglo-saxons qui incitent les pouvoirs publics à intervenir pour structurer la demande plutôt que l'offre de services en renforçant le pouvoir d'achat des citoyens-usagers des politiques sociales, pris individuellement ou dans leurs unités familiales. Cette intervention en direction de la demande, peut être faite tout aussi bien par la voie fiscale (par la formule des crédits d'impôt aux contribuables, par exemple) que par la voie des politiques sociales (par la formule des *vouchers*). Dans ce dernier cas, l'État procède en soutenant le pouvoir d'achat des usagers. Il leur remet des « bons » ou « allocations directes », à partir desquels ils peuvent s'acheter les services qu'ils préfèrent sur le marché. Ce mécanisme peut s'harmoniser très aisément avec les principes de la régulation concurrentielle (ou du quasi-marché) dont il a été question plus haut. Son caractère attractif pour les tenants des recettes néolibérales provient de la supposition que le client individuel, grâce à son pouvoir d'achat accru, peut, sur le marché de l'offre et de la demande, choisir le service de meilleure qualité à un coût moindre et permettre ainsi aux dispensateurs qui font la meilleure offre de service de vaincre leurs concurrents.

Pour Beresford et Harris, cette façon d'opérationnaliser le « *user or consumer involvement* » en l'arrimant directement au « *consumerist welfare agenda* » ne constitue pas une avenue souhaitable (2000: 981). C'est l'écueil du consumérisme qui s'harmonise bien avec la popularité des quasi-marchés ou de la régulation concurrentielle qui prétend placer l'individu-usager au centre du marché en l'invitant à mettre en compétition les uns contre les autres les divers acteurs qui se disputent l'offre de services. Nous faisons ici référence aux dispensateurs marchands, publics et associatifs. Dans le domaine des services à des personnes vulnérables, cette vision quasi-marchande de l'*empowerment* des usagers pose un certain nombre de problèmes dont l'écroulement des clientèles (Laville et Nyssens, 2001 : 240-242). Cette vision se

présente en théorie comme sympathique aux intérêts individuels des usagers. Dans la pratique, elle est souvent mise de l'avant pour mieux permettre la dépréciation et la manipulation des intervenants et, le cas échéant, de leurs organisations syndicales et professionnelles<sup>10</sup>.

### **3.3 L'ambiguïté d'un empowerment des usagers qui conduirait à la dévalorisation des intervenants**

Tout en valorisant l'*empowerment* individuel et collectif des usagers, il nous semble important de maintenir une approche globale qui recherche le double *empowerment*, c'est-à-dire l'*empowerment* des intervenants autant que des usagers. Notre attachement théorique au double *empowerment* vient de ce que nous avons souvent observé, depuis une quinzaine d'années, dans le discours sur les réformes de politiques sociales dans plusieurs pays, que l'*empowerment* des usagers pouvait, dans certains cas, être un « cheval de Troie » dans lequel se camouflait une perspective qui cherchait à mettre de côté les intervenants ou les professionnels, voire leurs organisations syndicales, tout autant qu'à mettre en valeur les droits et les pouvoirs des usagers.

Nous savons qu'historiquement, pendant la période d'essor des politiques sociales fordistes et providentialistes, dans plusieurs pays, il est souvent arrivé que l'*empowerment* des producteurs de services (travailleurs syndiqués, professionnels, gestionnaires) se soit fait au détriment de l'*empowerment* des usagers. Mais, à notre avis, ce n'est pas parce qu'une telle déviation s'est produite dans le passé qu'il faudrait commettre l'erreur inverse aujourd'hui. Par exemple, ce n'est pas parce que l'organisation des politiques sociales des années d'après-guerre a été colorée trop souvent par des abus de pouvoir des intervenants, des professionnels, des gestionnaires et des bureaucrates qu'il faut verser dans des scénarios organisationnels alternatifs dans lesquels ceux-ci seraient dépossédés de tout pouvoir. Dans le domaine des politiques sociales concernant les personnes présentant des incapacités, par exemple, ce n'est pas parce que les usagers des politiques sociales ont été oubliés ou marginalisés, qu'il faudrait non seulement réorganiser les politiques sociales les concernant en les plaçant au centre, mais en faisant place nette de tout autre acteur. Nous faisons cette remarque parce que, dans la littérature du « mouvement de vie autonome », nous avons constaté que certains auteurs insistaient beaucoup

---

<sup>10</sup> Cette mise en garde contre la pente du consumérisme ne nous empêche pas de reconnaître, avec les associations des personnes handicapées, que l'allocation directe dans le domaine des services de soutien à domicile a été un gain obtenu, au début des années 1980, à la suite de luttes. Il n'en demeure pas moins que les modalités de mise en œuvre de l'allocation directe, au fil des ans, ont fini par faire surgir une foule d'irritants (Vaillancourt et Jetté, 1997 : 115; OPHQ, 1993 : 11-12; Fougeyrollas, Majeau et Gaucher, 2000 : 60-61; 81-82).

sur le fait que la composition des organismes de défense de droits et de services doit compter seulement des personnes ayant des incapacités.

En effet, le discours de certains porte-parole du Mouvement de vie autonome, à nos yeux, laisse souvent dans le flou la place des intervenants, des professionnels et des chercheurs, qui ne sont pas eux-mêmes des personnes présentant des incapacités, ou encore des personnes usagères<sup>11</sup>. De façon plus positive, pour améliorer les politiques sociales touchant les personnes ayant des incapacités, il importe de se demander quelles alliances peuvent être développées entre les usagers qui agissent à la manière d'un mouvement social organisé et d'autres acteurs qui ne sont pas des personnes usagères, mais des personnes qui travaillent dans le domaine des politiques et des pratiques sociales les concernant (des bénévoles, des intervenants, des professionnels, des gestionnaires, des chercheurs, etc. ).

Plus précisément, l'écueil à surveiller ici est celui qui nous inciterait à verser dans un anti-professionnalisme primaire qui inviterait à délégitimer, dans les réformes de politiques sociales, la contribution d'acteurs qui ne sont pas directement des personnes présentant des incapacités. Pour contrer cet écueil, il faut revenir sur l'apport de l'*empowerment* des personnels des organismes qui dispensent les services ou organisent les activités, ou encore, plus largement, sur la participation et la valorisation des personnes salariées dans toutes les entreprises et organisations du marché du travail régulier. Il faut remettre en perspective l'importance que nous donnons à la démocratisation de l'organisation du travail pour contrer les relations tayloristes entre gestionnaires et travailleurs, relations qui augmentent les possibilités de *burn out*, de démotivation des personnels et sont à l'origine, dans nos sociétés modernes, d'un nombre croissant de problèmes de santé et sécurité au travail (Lippel, 1992; Lauzon et Charbonneau, 2001; Charbonneau, 2002).

Dans nos recherches, au LAREPPS, nous avons souvent insisté sur l'importance de l'*empowerment* des personnels salariés dans les entreprises des secteurs privé, public et du tiers secteur (Vaillancourt et Jetté, 1997; Jetté *et al.*, 2000). D'où notre souci de ne pas nous attarder

---

<sup>11</sup> Par exemple, dans les textes du Roehrer Institute de Toronto (1993) et de Marcia Rioux (1998), nous trouvons des argumentations bien ficelées sur l'*empowerment* des usagers. Mais ces textes demeurent silencieux au sujet de l'*empowerment* des personnels salariés.

sur cette dimension ici. Néanmoins, dans le contexte d'une présentation de l'idée du double *empowerment* en lien avec les politiques sociales touchant les personnes ayant des incapacités, il est intéressant de faire ressortir le lien à établir entre l'*empowerment* des personnes salariées et l'amélioration de l'insertion au travail des personnes ayant des incapacités. Ce lien peut être établi de deux manières. D'une part, plus l'*empowerment* des personnels s'actualise dans les milieux de travail réguliers, plus ces milieux seront accueillants et soutenant pour l'insertion au travail ou le maintien en emploi des personnes ayant des incapacités. D'autre part, si nous pensons à l'application de l'*empowerment* des travailleurs et des travailleuses dans les organismes qui interviennent auprès des personnes ayant des incapacités, ne pouvons-nous pas faire l'hypothèse que ces derniers seront plus productifs dans leurs interventions pour améliorer le bien-être et la citoyenneté des personnes ayant des incapacités ? En somme, le double *empowerment* permet aux personnes ayant des incapacités de se retrouver socialement soutenues à la fois en tant qu'usagères et travailleuses.

Mais il faudrait être naïf pour laisser croire que le double *empowerment* est facile à mettre en œuvre. Au contraire, pour être appliquée, l'idée du double *empowerment* nécessite le développement d'une négociation continue entre deux groupes d'acteurs qui ont souvent eu des relations pénibles dans le passé. Du côté des intervenants salariés, par exemple, le double *empowerment* est envisageable dans la mesure où il sera possible de dépasser des comportements syndicaux et professionnels de type corporatiste. Autrement dit, le double *empowerment* est impensable sans renouvellement des pratiques syndicales et professionnelles concernées par les réformes de politiques sociales. L'émergence de ces nouvelles pratiques, notamment dans le domaine des services aux personnes, ne pourra pas se réaliser sans que cela donne lieu à des tensions entre les intérêts des usagers et ceux des travailleurs-intervenants. Mais, justement, nous avançons que ces tensions peuvent devenir matière à négociations et donner lieu à des compromis compatibles avec la visée du double *empowerment*, comme en témoignent certaines pratiques syndicales en Angleterre (Carpenter, 1994) et au Québec, dans le domaine des services de garde, par exemple (Larose et Aubry, 1998; Larose, 1991; Aubry, 2002).

### 3.4 Contribution de l'économie sociale au double empowerment

Nous ne fermons pas la porte au secteur privé en ce qui concerne sa capacité à faire de la place à l'*empowerment* des personnels qui y travaillent. Mais nous faisons l'hypothèse que les organismes et entreprises du secteur de l'économie sociale et du secteur public ont un avantage par rapport à ceux du secteur marchand à cet égard. En particulier, nous pensons que l'entreprise ou l'organisme de l'économie sociale possède un avantage comparatif pour favoriser la rencontre entre l'*empowerment* des usagers et celui des intervenants.

Ce dont il est question ici, c'est du défi de tenir compte à la fois des rapports sociaux de consommation et des rapports sociaux de production que permet justement le double *empowerment*. C'est ici qu'il faut prendre acte théoriquement et pratiquement du potentiel trop souvent négligé des organisations et initiatives de l'économie sociale. Ce potentiel pouvait difficilement être bien cerné et valorisé à l'époque du document *À part... égale* (OPHQ, 1984). Il a été abordé de manière trop marginale et superficielle dans les productions du Forum national sur la santé (1997)<sup>12</sup>. Il a été pointé du doigt plus explicitement, quoique timidement, dans le document *À L'Unisson*, qui a le mérite de souligner l'apport possible des projets de développement économique communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes ayant des incapacités (Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des services sociaux, 1998 : 28). Mais dans les années qui viennent, il nous semble qu'il importe d'aller plus loin pour réconcilier la reconnaissance de l'économie sociale et la démocratisation du secteur public. Cela signifie, pour le double *empowerment*, qu'il ne faut pas opposer reconnaissance de l'économie sociale et revitalisation démocratique du secteur public, mais voir là deux enjeux intimement reliés et conviés à l'entraide mutuelle.

Dans l'analyse des transformations en cours et des innovations sociales susceptibles de redynamiser les pratiques sociales et les politiques sociales, nous donnons de l'importance à la reconnaissance préventive des déterminants sociaux de la santé et du bien-être (Renaud, 1994; Evans, Barer et Marmor, 1994; Lord et Hutchison, 1998; Forum national sur la santé, 1997; CSBE, 2002). Mais nous constatons que plusieurs auteurs et organismes (par exemple, dans le

---

<sup>12</sup> Le Forum national sur la santé, dans son rapport final (1997) et les documents annexes, a été capable de souligner la contribution des organismes communautaires dans la recherche d'une nouvelle approche sensible à la prise en compte des déterminants de la santé et du bien-être. Mais il a été incapable d'élargir sa réflexion d'une manière qui lui aurait permis de prendre en compte la contribution de l'économie sociale dans toute sa largeur.

domaine de la santé publique) qui sont gagnés à l'idée de prendre en compte les déterminants de la santé (comme la pauvreté, le logement, l'éducation et l'emploi) demeurent jusqu'à maintenant incapables de pousser leur réflexion un peu plus loin, ce qui leur permettrait de saisir que les acteurs du tiers secteur de l'économie sociale sont des alliés incontournables dans la prise en compte des déterminants non médicaux de la santé et du bien-être.

En outre, il nous semble que notre intérêt pour l'économie sociale, dans la problématique du LAREPPS, représente une contribution intéressante pour rendre plus opérationnelles les analyses et les stratégies développées par plusieurs auteurs qui se situent à l'intérieur du courant du Mouvement de vie autonome et des déterminants sociaux de la santé et du bien-être. Les organismes communautaires et coopératifs qui font partie du tiers secteur de l'économie sociale ont, sur le plan des valeurs déclarées, des affinités particulières avec la philosophie de l'*empowerment* des usagers. Nous sommes surpris de voir que des auteurs comme Lord et Hutchison (1998) et d'autres qui gravitent autour du Roeher Institute ne tiennent pas compte dans leurs analyses du type d'organisation (marchande, publique, privée à but lucratif) qui fait la dispensation des services aux personnes ayant des incapacités. Certains auteurs canadiens, comme Pedlar *et al.* (2000), ont commencé à s'intéresser à ces distinctions dans des publications récentes, mais leur analyse, à cet égard, demeure plutôt artificielle. Le pas que pourrait faire les stratèges et les théoriciens du Mouvement de vie autonome est un pas qui permettrait de tenir compte du fait que les initiatives de l'économie sociale constituent des lieux particulièrement accueillants et perméables à l'*empowerment* des usagers, voire à un *empowerment* des intervenants capable de s'harmoniser avec l'autodétermination des usagers.

Dans notre approche, l'économie sociale peut contribuer à la mise en œuvre de nouvelles politiques sociales complices du soutien à la citoyenneté des personnes présentant des incapacités. Dans cette vision des politiques sociales, il importe non seulement de dépasser l'approche providentialiste, mais de briser les relations traditionnelles entre intervenants et usagers, puisque les personnes présentant des incapacités ont la capacité de contribuer à la planification, la gestion et l'évaluation des politiques sociales qui les concernent. Elles ont un rôle à jouer non seulement du côté de la demande de politiques sociales, mais aussi du côté de l'offre. Tout cela suppose qu'on ne se laisse pas enfermer dans une vision fordiste et

providentialiste des politiques sociales qui les cantonne dans la production de services et la redistribution monétaire en perdant de vue le soutien à la citoyenneté. D'où l'importance de réfléchir sur le concept de construction conjointe de l'offre et de la demande souvent repris dans le courant de sociologie économique français qui se réclame de l'économie solidaire (Laville, 1992, 2000, 2001).

## **CONCLUSION : VERS DES POLITIQUES SOCIALES QUI MISENT SUR LA DÉCENTRALISATION ET L'APPROCHE TERRITORIALE**

En conclusion, nous aimerions faire un bref commentaire sur les atouts d'une approche décentralisée et territoriale des politiques sociales, notamment de celles qui ont trait aux services de proximité.

Plusieurs des thèmes que nous avons développés dans ce texte exigent une ouverture à la décentralisation des politiques sociales, c'est-à-dire à un transfert de responsabilités du centre vers les autorités publiques régionales et locales, notamment les municipalités appelées à redevenir des acteurs importants dans les dossiers de politiques sociales au Québec comme ailleurs, dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord (Cordera et Ziccardi, 2000; Comeau *et al.*, 2001). En effet, pour que les politiques sociales deviennent affaire de citoyenneté autant que d'allocation de fonds publics et d'ajout de services, il importe de rapprocher leur gestion des régions et des communautés locales. Ce rapprochement est essentiel, d'abord et avant tout, pour faire en sorte que les politiques sociales opèrent le virage milieu et s'inscrivent dans une approche de soutien communautaire et de développement local dédouanée des travers du providentialisme et de la bureaucratie. Il est crucial aussi pour que les politiques et les pratiques sociales se démocratisent en réconciliant l'*empowerment* des usagers avec celui des intervenants et des gestionnaires. Enfin, ce rapprochement est important pour que les politiques s'inscrivent dans une perspective d'économie plurielle irriguée non seulement par l'apport des valeurs de l'économie marchande, mais aussi par un renouvellement de l'administration publique et l'apport d'une économie sociale vigoureuse et reconnue publiquement.

Certes, chez nous comme ailleurs, l'histoire des politiques sociales nous rappelle qu'à certaines époques, pas si lointaines, le progrès social et économique est passé par un mouvement de centralisation qui a amené les États centraux à assumer davantage de responsabilités sur le plan de la planification, de la régulation et du financement des politiques sociales. Aujourd'hui comme hier, cela ne fait pas de doute, les États, au centre, doivent continuer à exercer une vigie en identifiant les normes qui, d'une région à l'autre, permettent de réaliser l'équité territoriale. Mais l'histoire nous enseigne aussi que, sur la question de la centralisation/décentralisation comme sur d'autres, la loi du pendule s'impose.

Au cours de la première phase du modèle québécois (1960-1980), l'accent a été mis sur un interventionnisme étatique qui était plutôt hiérarchique et entrepreneur. Dans le développement social comme économique, l'État maître-d'œuvre se tenait au dessus de la mêlée par rapport aux autres acteurs de la société politique et civile. Mais, depuis une quinzaine d'années, on peut parler d'une vision renouvelée de l'État qui annonce une deuxième phase du modèle québécois de développement (Lévesque, Bourque et Vaillancourt, 1999; Vaillancourt, 2002). Dans cette phase, l'État central conserve un rôle important sur le plan de la planification et de la régulation, de même que sur le plan du financement, mais il accepte dans plusieurs dossiers de politique publique, de travailler en équipe avec d'autres paliers de pouvoir public comme avec d'autres partenaires de la société civile. En somme, l'État central ne disparaît pas, mais il doit apprendre à travailler de façon moins hiérarchique. Il est invité à se comporter moins à la manière d'un État entrepreneur autosuffisant et davantage à la manière d'un État partenaire qui intervient collégalement avec d'autres partenaires de la société politique et civile.

On l'oublie trop souvent, la décentralisation, ce n'est pas de la déconcentration. Dans la déconcentration, il y a des organismes publics qui existent dans les régions et les communautés locales. Mais ces organismes publics reçoivent toutes leurs directives des pouvoirs publics centraux. Dans la décentralisation, les instances publiques régionales et locales ont des comptes à rendre au central qui les finance, en partie ou en totalité, mais les comptes qu'elles ont à rendre vers le haut ne les empêchent pas d'avoir des comptes à rendre vers le bas. Surtout, la règle de l'imputabilité en direction de l'État central ne veut pas dire que les organismes publics dans les régions et les communautés locales, notamment ceux qui sont impliqués dans les dossiers de politiques sociales, ne peuvent pas disposer de leurs propres mécanismes de gouvernance démocratique.

Nous le sentons, nous entrons ici dans des considérations théoriques qui sont pleines d'implications pratiques et génèrent, en conséquence, des débats virulents dans plusieurs sociétés, y compris dans la société québécoise. Depuis une quinzaine d'années, au Québec, on assiste à des mouvements de va-et-vient, dans plusieurs domaines de la vie collective, en ce qui a trait à la décentralisation ou à la déconcentration. Que ce soit dans le champ de la santé et des services sociaux, ou dans ceux de l'éducation, de la main-d'œuvre, du logement social, du

développement local et régional, plusieurs exemples pourraient être donnés de gestes des décideurs politiques qui se contredisent en faisant appel tantôt à la décentralisation, tantôt à la centralisation ou à la déconcentration<sup>13</sup>.

La position théorique mise de l'avant dans ce texte ne nous permet pas de demeurer indifférents dans ces mouvements de va-et-vient et dans les débats publics qu'ils occasionnent. En pensant aux politiques sociales en général et aux politiques sociales concernant les personnes ayant des incapacité en particulier, nous sommes convaincus que l'amélioration des programmes et des pratiques passent par une reconfirmation et un approfondissement des responsabilités des acteurs locaux et régionaux. Cela veut dire que les organismes publics dans les régions et les localités ont besoin d'être dotés formellement et informellement d'instances et de pratiques de gouvernance, à partir desquelles ils pourraient prendre des initiatives en tenant compte des propositions des forces vives de la communauté autant que des priorités régulatrices des instances politiques et administratives centrales. Autrement, nous ne voyons pas comment, sur les territoires, il sera possible de mettre en application le principe du double *empowerment* dans les organismes publics autant que dans les associations du tiers secteur de l'économie sociale. Les pratiques de nouvelles gouvernances démocratiques, dans les organismes publics dans les régions et dans les communautés locales, sont une condition *sine qua non* pour que ceux-ci soient capables de développer des relations partenariales avec le tiers secteur et même d'interpeller l'entreprise privée pour les amener à ne pas s'en tenir uniquement aux lois du marché (démarchandisation), c'est-à-dire à contribuer au développement tant social qu'économique de leur territoire. C'est dans cette direction que Laville et Nyssens nous convient lorsqu'ils parlent d'aménager des « réseaux territorialisés de services » (2001 : 249).

---

<sup>13</sup> Pensons, par exemple, au projet de loi 28, de juin 2001, sur la gouvernance dans le domaine de la santé et des services sociaux qui représente un retour en arrière par rapport aux objectifs de régionalisation et de décentralisation inhérents à la réforme impulsée par la loi 120, en 1991 (Proulx, 1997; Fournier, 2001).

**BIBLIOGRAPHIE**

- ACHESON, Nicholas (2001). « Service Delivery and Civic Engagement: Disability Organizations in Northern Ireland », *Voluntas : International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 12, no 3, septembre 2001, 279-293.
- AUBRY, François (2002). *Trente ans déjà, le mouvement syndical et le développement des services de garde au Québec*, Montréal, CSN, 30 p.
- BÉLANGER, Paul R. (2002). « La présence des usagers dans les organisations. La relation de service », dans BÉLANGER, Paul R. et Pascal UGHETTO (2002). *La dimension de service dans les organisations et les entreprises*, Cahiers de recherche LSCI-CRISES, collection internationale no 1-0203, Paris et Montréal, 1-14.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1990). « Le système de santé et de services sociaux au Québec : crise des relations de travail et du mode de consommation », *Sociologie du travail*, no 2, 231-244.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1991). « La "théorie" de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. Un point de vue sociologique », *Cahiers de recherche sociologique*, no 17, 17-51.
- BERESFORD, Peter et Suzy CROFT (1993). *Citizen Involvement. A Practical Guide for change*, Londres, MacMillan.
- BERESFORD, Peter et Chris HOLDEN (2000). « We Have Choices : Globalisation and Welfare User Movements », *Disability and Society*, vol. 19, no 7, 973-989.
- BIRRELL, Derek et Arthur WILLIAMSON (2001). « The Voluntary-Community Sector and Political Development in Northern Ireland, since 1972 », *Voluntas : International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 12, no 3, septembre 2001, 205-220.
- BOLDUC, Mario (1994). *Compte rendu d'une entrevue faite par Yves Vaillancourt avec Mario Bolduc le 9 décembre 1993 et validée le 26 juillet 1994*, Montréal, LAREPPS, 9 p.
- BOUCHER, Normand (2001). *Une relecture historique des enjeux contemporains des politiques sociales canadiennes et québécoises. L'interface fédérale/provinciale et les personnes ayant des incapacités, 1945-2000*, Document de travail interne, Montréal, LAREPPS, août 2001, 80 p. + annexes.
- BOURQUE, Denis (2002). *Partenariat territorial et transformation des services et du système sociosanitaires*, version préliminaire d'une thèse de doctorat, École de service social de l'Université Laval, avril 2002, 321 p.

- CAILLOUETTE, Jacques (2001). « Pratiques de partenariat, pratiques d'articulation identitaire et mouvement communautaire », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14, no 1, juin 2001, 81-96.
- CARPENTER, Mike (1994). *Normality is Hard Work. Trade Unions and the Politics of Community Care*, Londres, Lawrence and Wishart, 162 p.
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (1996). *Osons la solidarité*. Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale, Montréal, Chantier de l'économie sociale, octobre, 63 p.
- CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (2000). *De nouveau nous osons... Document de positionnement stratégique*, Montréal, Chantier de l'économie sociale, sept., 24 p.
- CHARBONNEAU, Claude (2002). « Développer l'intégration au travail en santé mentale, une longue marche à travers des obstacles sociopolitiques », *Santé mentale au Québec*, vol. 27, no 1, 47-61.
- COMEAU, Yvan, FAVREAU, Louis, LÉVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL (2001). *Emploi, économie sociale, développement local. Les nouvelles filières*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. Pratiques et politiques sociales, 302 p.
- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (CSBE) (2002). *Décider et agir. Avis pour une stratégie du Québec en santé*, avis transmis au ministre le 15 mai 2002, Québec, CSBE, 49 p.
- CORDERA, Rolando et Alicia ZICCARDI (sous la direction de) (2000). *Las políticas sociales de México al fin del milenio. Descentralización, diseño y gestión*, Mexico, D.F., Les ciencias sociales Segunda Decada, Instituto de Investigaciones sociales, Universidad Nacional de Mexico, 825 p.
- COWEN, Harry (1999). *Community Care, Ideology and Social Policy*, Londres, Prentice Hall Europe, 246 p.
- D'AMOURS, Martine (1999). *Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec*, Montréal, UQAM, Cahiers du LAREPPS, no 99-05, 45 p.
- D'AMOURS, Martine (2002). « Économie sociale au Québec. Vers un clivage entre entreprise collective et action communautaire », *Recma. Revue internationale de l'économie sociale*, no 284, mai 2002, 31-44.
- DANIEL, Jean (2002). « Barrage contre le communautarisme », *Le Nouvel Observateur*, no 1989, 19-25 décembre, 24-25.
- DEFOURNY, Jacques, DEVELTERE, Patrick et Benedicte FONTENEAU (sous la direction de) (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris, Bruxelles, De Boeck & Lancier s.a.

- DEFOURNY, Jacques et José L. MONZON CAMPOS (sous la direction de) (1992). *Économie sociale – The Third Sector*, Bruxelles, De Boeck, 459 p.
- DRAKE, Robert F. (2001). *The Principles of Social Policy*, Londres, Palgrave, 188 p.
- DROVER, Glenn et Patrick KERANS (1993). *New Approaches to Welfare Theory*, Londres, Edward Elgar.
- DUCASSE, Pierre (2001). « Où situer l'action communautaire autonome dans l'ensemble de la société civile organisée? Tentative de typologie », *Interaction communautaire*, no 57, été 2001, 18-21.
- DUPERRÉ, Thomas (1987). *La perspective fédérale-provinciale*, annexe no 32 au rapport de la Commission Rochon, Québec, Les Publications du Québec.
- DURST, Douglas et Mary BLUECHARDT (2001). *Urban Aboriginal Persons with Disabilities : Triple Jeopardy!*, Regina, University of Regina, 236 p.
- ESPING-ANDERSEN, Gosta (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, UK, Polity Press, 248 p.
- ESPING-ANDERSEN, Gosta (1999). *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, Le lien social, avec épilogue inédit de l'auteur pour l'édition française et une préface de François-Xavier Merrien, 310 p.
- EVANS, Robert G., BARRER, Morris L. et Theodore R. MARMOR (sous la direction de) (1994). *Why are Some People Healthy and Others Not? The Determinants of Health of Populations*, New York, Aldyne de Gruyter, 380 p.
- FOUGEYROLLAS, Patrick, MAJEAU, Pierre et Charles GAUCHER (2000). *Vivre sans handicap à domicile avec des services adéquats et gratuits*, Rapport de recherche présenté au comité aviseur AQRIPH – COPHAN – OPHQ, 15 décembre 2000, 142 p.
- FOURNIER, Jacques (2001). « Santé et services sociaux : le gouvernement québécois a-t-il démérité de ses alliés? », *Interaction communautaire*, no 58, automne 2001, 23-25.
- FORUM NATIONAL SUR LA SANTÉ (1997). *La santé au Canada: un héritage à faire fructifier*, Rapport final du forum national sur la santé, Ottawa, Forum national sur la santé, février.
- FUCHS, Don (1987). « Breaking Down Barriers : Independent Living Resource Centres for Empowering the Physically Disabled », dans ISMAEL, Jacqueline S. et Ray J. THOMLISON (1987). *Perspectives on Social Services and Social Issues*, Ottawa, Canadian Council of Social Development, 187-198.

- GAGNIER, Jean-Pierre et Richard Lachapelle (sous la direction de) (2002). *Pratiques émergentes en déficience intellectuelle. Participation plurielle et nouveaux rapports*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. Pratiques et politiques sociales, 284 p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2001). *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Politique gouvernementale, Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 59 p.
- HOYES, Lesley et Robin MEANS (1993). « Quasi-Markets and the Reform of Community Care » dans LE GRAND, Julian et Will BARTLETT (sous la direction de) (1993). *Quasi-Markets and Social Policy*, Londres, Macmillan, 93-124.
- JETTÉ, Christian, LÉVESQUE, Benoît, MAGER, Lucie et Yves VAILLANCOURT (2000). *Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être. Une recension des écrits (1990-2000)*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 202 p.
- LAROSE, Gérald (2001). « Contribution du syndicalisme à l'économie sociale et solidaire », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14, no 2, décembre 2001, 1-11.
- LAROSE, Gérald (2000). *Proposition de politique de soutien et de reconnaissance de l'action communautaire : le milieu communautaire, un acteur essentiel du développement du Québec*, Rapport de la consultation publique présenté au ministre de la Solidarité sociale, Montréal, 6 novembre 2000.
- LAROSE, Gérald et François AUBRY (1998). « La confédération des syndicats nationaux et l'économie solidaire au Québec », *La Revue de la Confédération française démocratique du travail*, no 11, juin-juillet 1998, 38-46.
- LAUZON, Gilles et Claude CHARBONNEAU, avec la collaboration de G. Provost (2001). *Favoriser l'intégration au travail : l'urgence d'agir*, Québec, Association québécoise pour la réadaptation psychosociale.
- LAVILLE, Jean-Louis (1992). *Les services de proximité en Europe*, Paris, Syros Alternatives, 247 p.
- LAVILLE, Jean-Louis (1991). « Les raisons d'être des associations », dans LAVILLE, J.-L., CAILLÉ, A., CHANIAL, P., DACHEUX, É., EME, B. ET S. LATOUCHE (sous la direction de) (2001). *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte/ MAUSS/ CRIDA, 61-140.
- LAVILLE, Jean-Louis (sous la direction de) (2000). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, deuxième édition, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 345 p.

- LAVILLE, Jean-Louis et Marthe NYSSENS (sous la direction de) (2001). *Les services sociaux entre associations, État et marché. L'aide aux personnes âgées*, Paris, La Découverte/MAUSS/CRIDA, 288 p.
- LE GRAND, Julian et Will BARTLETT (sous la direction de) (1993). *Quasi-Markets and Social Policy*, Londres, Macmillan, 241 p.
- LÉVESQUE, Benoît, BOURQUE, Gilles L. et Éric FORGUES (2001). *Nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Sociologie économique, 268 p.
- LÉVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL (1999). « L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat de la recherche », *Lien social et politiques*, n° 41, printemps, 105-118.
- LÉVESQUE, Benoît, BOURQUE, Gilles L. et Yves VAILLANCOURT (1999). « Trois positions dans le débat sur le modèle québécois », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, no 2, 1-10.
- LÉVESQUE, Benoît et William NINACS (1997). *L'économie sociale au Canada : l'expérience québécoise*, document de réflexion pour le colloque Stratégies locales pour l'emploi et l'économie sociale, tenu à Montréal les 18 et 19 juin 1997, Montréal, Les publications de l'IFDEC, 23 p.
- LEWIS, Jane (1999). « « Reviewing the Relationship between the Voluntary Sector and the State in Britain in the 1990s », *Voluntas*, vol. 10, no 3, 255-270.
- LEWIS, Jane et Howard GLENNERSTER (1996). *Implementing the New Community Care*, Buckingham et Philadelphie, Open University Press, 231 p.
- LIPIETZ, Alain (2001). *Rapport sur l'économie sociale et solidaire*, Montréal, UQAM, Cahiers sur LAREPPS, no 01-01, janvier 2001, 95 p.
- LIPPEL, Katherine (1992). *Le stress au travail. L'indemnisation des atteintes à la santé en droit québécois, canadien et américain*, Cowansville, Québec, Les éditions Yvon Blais, 264 p.
- LORD, John et Peggy HUTCHISON (1998). « Vivre avec une incapacité au Canada : vers l'autonomie et l'intégration », dans Forum National sur la santé (1998). *La santé au Canada : un héritage à faire fructifier*, volume 3 : *Les déterminants de la santé. Le cadre et les enjeux*, Sainte-Foy, Éditions multimondes, 391-451.
- MARSHALL, Thomas H. (1975). *Social Policy in the Twentieth Century*, 4<sup>e</sup> édition (révisée), Londres, Hutchison.
- MEANS, Robin et Randall SMITH (sous la direction de) (1998). *Community Care. Policy and Practice*, Second Edition revised, extended and updated, Londres, Macmillan, 285 p.

- MINISTRES FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX (1998). *À L'UNISSON: Une approche canadienne concernant les personnes handicapées*, document d'orientation, Ottawa, Octobre 1998, 49 p.
- MORRIS, Jenny (1993). *Independent Lives. Community Care and Disabled People*, Londres, Macmillan, 189 p.
- NYSENS, Marthe (2002). « Au cœur de l'économie plurielle, les services de proximité », *Louvain*, no 127, avril 2002, 12-14.
- OFFE, Claus et John KEANE (1984). *Contradictions of the Welfare State*, Cambridge, MIT Press.
- OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ) (1984). *À part... égale. L'intégration sociale des personnes handicapées : un défi pour tous*, Québec, Gouvernement du Québec.
- OLIVER, Michael (1996). *Understanding Disability. From Theory to Practice*, Londres, Macmillan, 192 p.
- PEDLAR, Alison, HUTCHISON, Peggy, ARAI, Susan et Peter DUNN (2000). « Community Services Landscape in Canada: Survey of Developmental Disability Agencies », *Mental Retardation*, vol. 38, no 4, août 2000, 330-341.
- PROULX, Jean (1997). *Le partenariat entre l'État et les organismes communautaires dans le cadre de la loi 120 : l'enjeu de la complémentarité*, Mémoire de maîtrise, École de service social, Faculté des sciences sociales, Québec, Université Laval, février 1997, 202 p.
- RAMON, Shulamit (sous la direction de) (1991). *Beyond community Care. Normalisation and Integration Work*, Londres, Macmillan, 202 p.
- RENAUD, Marc, avec la collaboration de Louise BOUCHARD (1994). « Expliquer l'inexpliqué: l'environnement social comme facteur clé de la santé », *Interface*, vol. 15, no 2, mars-avril, 15-25.
- RIOUX, Marcia (1998). *Sectoral Political Landscape of Disability*, Document préparé pour le Social Union Research Initiative, Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, Kingston, Ontario, juillet 1998, 34 p.
- ROEHER INSTITUTE (1993). *Social Well-Being. A Paradigm for Reform*, Toronto, Roeher Institute, 59 p. Traduit et publié en français (1994). *Le Bien-être au sein de la société*, Institut Roeher, 68 p.
- SALAMON, Lester M., ANHEIER, Helmut K., LIST, Regina, TOEPLER, Stefan, SOKOLOWSKI, S. Wojciech *et al.* (sous la direction de) (1999). *Global Civil society. Dimensions of the*

- Nonprofit Sector*, The Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project, Baltimore, MD, The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, 509 p.
- SALAMON, Lester M. et Helmut K. ANHEIER (1998). « Le secteur de la société civile, une nouvelle force sociale », *Revue du MAUSS semestrielle*, no 11, premier semestre 1998, 99-110.
- SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DU QUÉBEC (SACA) (2000). *Le milieu communautaire : un acteur essentiel du développement du Québec*, Document de consultation, Québec, SACA, 5 avril 2000, 55 p.
- TAYLOR, Marilyn (1995). « Voluntary Action and the State », dans GLADSTONE, David (sous la direction de), *British Social Welfare. Past, present and future*, Londres, UCL Press, 214-240.
- TAYLOR, Marilyn et Andrea BASSI (1998). « Unpacking the State : The Implications for the Third Sector of Changing Relationships Between National and Local Government », *Voluntas*, vol. 9, no 2, juin, 113-136.
- TAYLOR, Marilyn et Jane LEWIS (1997). « Contracting : What does it do to voluntary and non-profit organisations ? », dans 6, Perri et Jeremy KENDALL (sous la direction de), *The Contract Culture in Public Services. Studies from Britain, Europe and the USA*, Aldershot, Arena, 27-45.
- VAILLANCOURT, Yves (1999). « Tiers secteur et reconfiguration des politiques sociales », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, no 2 et vol. 12, no 1, automne 1998 et printemps 1999, 21-39.
- VAILLANCOURT, Yves (2001). « Économie sociale et pratiques sociales novatrices dans le champ de la santé et du bien-être », *Le Gérontophile*, vol. 23, no 1, hiver 2001, 13-22.
- VAILLANCOURT, Y. (2002). *Le modèle québécois de politiques sociales et ses interfaces avec l'union sociale canadienne*, Montréal, Institut de recherche sur les politiques publiques, coll. Enjeux publics/Policy Matters, janvier 2002, 52 p.
- VAILLANCOURT, Yves, avec la collaboration de Christian JETTÉ (1997). *Vers un nouveau partage de responsabilité dans les services sociaux et de santé : rôles de l'État, du marché, de l'économie sociale et du secteur informel*, Montréal, Cahiers du LAREPPS, no 97-05, mai 1997, 302 p.
- VAILLANCOURT, Yves et Jean-Louis LAVILLE (1998). « Les rapports entre associations et État : un enjeu politique », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 11, 1<sup>er</sup> semestre, 119-135.
- VAILLANCOURT, Yves, AUBRY, François, D'AMOURS, Martine, JETTÉ, Christian, THÉRIAULT, Luc et Louise TREMBLAY (2000). « Social Economy, Health and Welfare : The Specificity of the Quebec model within the Canadian Context », *Canadian Review of*

*Social Policy / Revue canadienne de politique sociale*, nos 45-46, printemps et automne 2000, 55-88.

VAILLANCOURT, Yves et Marie-Noëlle DUCHARME (2000). *Le logement social, une composante importante des politiques sociales en reconfiguration : état de la situation au Québec*, Montréal, UQAM, Cahiers du LAREPPS, n° 00-08, décembre, 61 p.

VAILLANCOURT, Yves et Louis FAVREAU (2001). « Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire », *RECMA. Revue internationale de l'économie sociale*, no 281, juillet 2001, 69-83.

VAILLANCOURT, Yves et Louise TREMBLAY (sous la direction de) (2001). *L'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada : une perspective interprovinciale*, Montréal, LAREPPS, UQAM, 184 p.

WHITE, Deena (2001). « Maîtriser un mouvement, dompter une idéologie — l'État et le secteur communautaire au Québec », *ISUMA : Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, no 2.

WISTOW, Gerald, KNAPP, Martin, HARDY, Brian et C. ALLEN (sous la direction de) (1994). *Social Care in a Mixed Economy*, Buckingham et Philadelphia, Open University Press, 166 p.

6, Perri et Jeremy KENDALL (sous la direction de) (1997). *The Contract Culture in Public Services. Studies from Britain, Europe and the USA*, Angleterre, Arena, 216 p.